

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 1^{er} MARS 1978 - N° 643

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

La dernière ligne droite

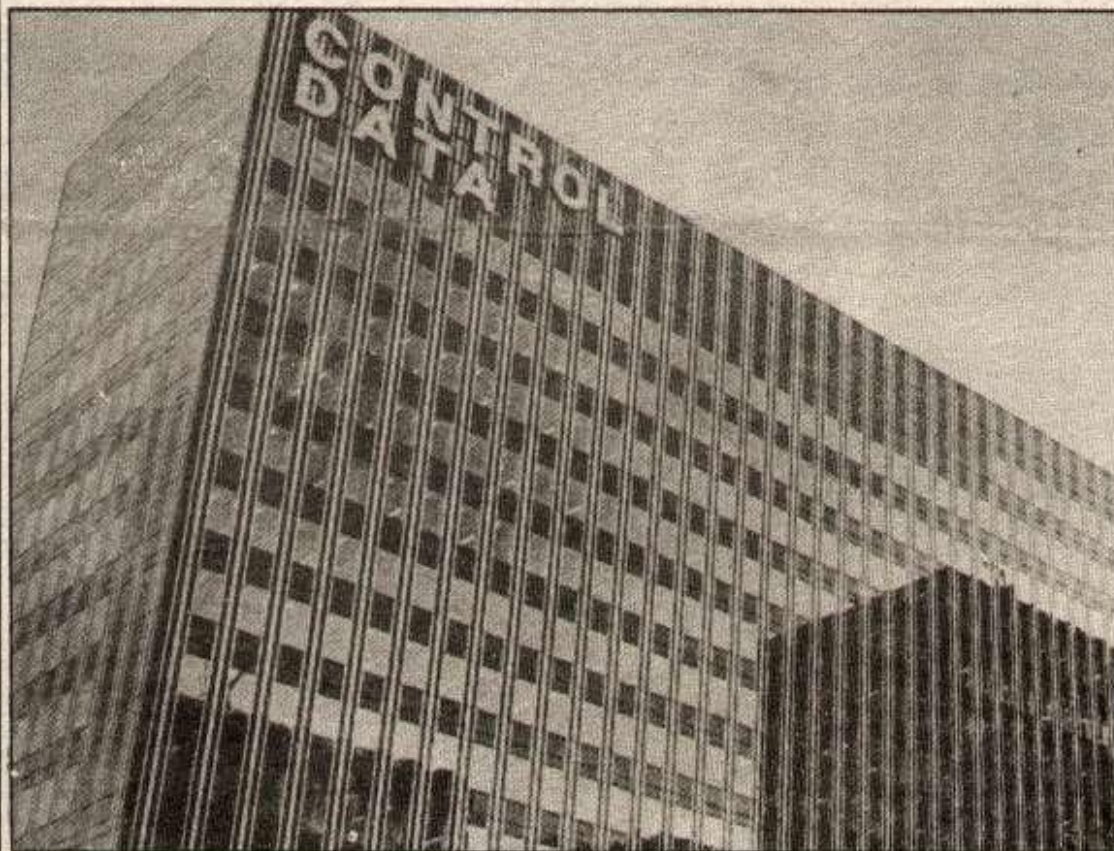
Depuis lundi, la campagne électorale est officiellement ouverte. C'est la dernière ligne droite, les partis bourgeois vont tendre toutes leurs forces, procéder fébrilement aux ultimes marchandages, clamer leurs dernières promesses avant la date tant attendue pour les uns, tant redoutée pour les autres.

Sur les ondes de la télévision et des radios, la débauche publicitaire des «grands partis» va s'étaler durant toute cette période. C'est à qui apparaîtra comme «le garant du changement», le «rempart contre l'aventure» ou «le défenseur raisonnable des intérêts des Françaises et des Français».

Dans ce fatras de discours, de mises en garde, d'invectives de toutes sortes, les candidats du peuple ne disposeront que de 7 petites minutes d'antenne. Ils les utiliseront pour appeler les travailleurs à ne pas faire confiance aux partis bourgeois, de droite ou de gauche, à ne faire confiance qu'à leurs luttes, à se rassembler dès aujourd'hui pour les combats de demain, pour faire face aux dangers ouverts après les élections.

Les employés CFDT accusent

LES TOURS INFERNALES



- 74 % du personnel a des troubles de la vue
- 73 %, des troubles cardio-vasculaires

«Enquête sur des la santé des travailleurs au-dessus de leurs». Tel est le titre

du document constitué par la CFDT à propos des conditions de travail des employés des tours-bureaux.

Document édifiant : 74% des employés interrogés lors de l'enquête se plaignent de troubles de la vue et cardio-vasculaires, 50% éprouvent des maux de tête continus, 67% sont victimes de dessèchement des muqueuses, ce qui va jusqu'à l'étouffement ! Un signe qui ne trompe pas : la consommation de médicaments a augmenté pour 19% d'entre eux.

La raison de ces troubles est à cher-

cher dans le système de climatisation, dans l'éclairage artificiel, et surtout dans la conception même de l'aménagement des tours, où la rentabilité prime sur la santé des employés.

Ainsi, lors de l'été 76, les climatiseurs étaient tombés en panne à la tour Paris-Lyon, faisant monter la température jusqu'à 70° C. Les patrons ont coutume de présenter leurs bureaux parisiens comme de véritables petits paradis ultra-modernes. Pour eux peut-être. Pour les employés, cela ressemble plutôt à l'enfer.

Lire en page 6

PRÉSENTÉ PAR DES OUVRIERS A MOSCOU

UN SYNDICAT CONTRE BREJNEV

48 ouvriers et ingénieurs soviétiques ont présenté lundi le nouveau syndicat qu'ils avaient créé en URSS pour assurer la défense des ouvriers. 200 personnes auraient déjà rejoint le syndicat, 110 noms ont été rendus publics.

La décision de créer un syndicat et sa création effective sont un élément nouveau dans l'opposition soviétique et manifestent pour la première fois aux yeux de l'Ouest

l'apparition des ouvriers dans la lutte contre la dictature fasciste. Elle repose sur une forte tradition de luttes contre la nouvelle bourgeoisie : des milliers d'ouvriers sont en camp de concentration pour avoir participé à des groupes locaux, agissant dans les grandes régions ouvrières. La création du syndicat pourrait permettre l'affirmation des revendications ouvrières à l'échelle nationale.

NICARAGUA

Soulèvements populaires



Depuis le week-end dernier, les manifestations contre le régime de Somoza, installé et tenu à toutes forces au pouvoir par les Etats-Unis depuis plusieurs années, ont pris un tour particulièrement violent et se sont transformées en véritable soulèvement populaire.

Lundi matin, les affrontements entre l'armée et la population ont fait 12 morts à Asaya. A Diraiambo, des combats ont duré une partie de la nuit. Dans d'autres villes, meetings et manifestations se succèdent.

Le mouvement a pris naissance à la mi-janvier après l'assassinat d'un chef de l'opposition par des hommes de main du dictateur. L'Eglise et le patronat ont pris leurs distances à l'égard du régime dans le cours de ce mouvement. Les Etats-Unis ont annoncé la suspension de leur aide. Dernièrement, Somoza annonçait qu'il allait recevoir des armes françaises.

Le jugement de Frank Dupin

Trois mois de prison avec sursis, 1 000 francs d'amende, cinq ans d'interdiction de sa profession de dentiste (mais Franck est aussi maçon...), mais rejet de la constitution comme partie civile de «Laissez-les vivre». Tel est le jugement mitigé dont Franck Dupin estime qu'il traduit une victoire.

Lire en page 7

Série d'expulsions d'immigrés

A Paris, Saïd Jertila, tunisien, est toujours menacé d'expulsion. A Wissenbourg (Haut Rhin), Marouani a été expulsé lundi. A Nice, Diarra, étudiant malien, a été expulsé. On est sans nouvelle de lui.

Lire en page 6

Violente attaque égyptienne contre l'OLP

Lire en page 10

Mercredi 1^{er} mars
19 h 40
l'UOPDP
à la télévision
et à la radio

Alors que les partis de droite et de gauche se partagent trois heures d'antenne avant le premier tour, sans compter les multiples débats télévisés où ils sont invités, la démocratie bourgeoise n'accorde à l'UOPDP que 7 minutes en tout et pour tout.

Ne manquez pas cette émission, mercredi 1^{er} mars à 19 heures 40 sur les 3 chaînes de télévision et sur Radio France.

tribune libre

**«SURTOUT,
NE VOUS DÉRANGEZ PAS...
ON NE FAIT QUE PASSER».**

Par Loïc Le Guénédal *

Si tout le monde aujourd'hui est pratiquement d'accord pour dire que la société actuelle est en crise, très vite il est apparu aux écologistes, quelle que soit leur origine, que la cause du mal était plus profonde qu'il n'apparaissait.

Si les partis politiques traditionnels et si les hommes qui les animent négligent d'aborder réellement les problèmes courants de la vie de tous les jours, s'ils refusent au nom d'un soi-disant réalisme économique de regarder en face les risques qu'ils font courir à la planète et à l'humanité toute entière, c'est à cause d'un formidable manque d'énergie, inertie du système, des institutions, inertie des modes de pensée.

Les structures de nos économies à quelque idéologie qu'elles se réfèrent, sont l'héritage d'un siècle de croissance, et fondées implicitement sur la conviction que le monde est infini. C'est là le point le plus important du débat. Car nous disons que si les limites de notre monde sont encore éloignées, nous savons aujourd'hui que le progrès «en tant que synonyme d'épuisement des ressources naturelles» nous en approche chaque jour davantage. Ainsi, devant cet état de fait, les écologistes ne peuvent plus se contenter de batailles politiques ponctuelles : ils recherchent dès à présent des changements très profonds dans l'organisation de nos sociétés. Il s'agit de passer de la conception d'un monde infini à celle d'un monde fini.

Ainsi, pour eux il n'est pas question de «parachuter» une nouvelle bible, mais de contribuer à lancer une recherche permanente de nouveaux modèles de société qui ne peuvent voir le jour que dans la pratique quotidienne et la participation de tous dans un débat qui ne fait que commencer.

SATISFAIT OU REMBOURSE ?

De moins en moins de satisfactions, et le coût social est de plus en plus grand. Conditions de vie et de travail dégradées, fatigue (parlez-nous des transports...) solitude, parcellisation des tâches, perte du sens de la vie, de l'espace et du temps.

Des mots... vous dites ? Mais derrière ces mots... il y a des femmes, il y a des hommes... Accroissement des inégalités à tous les niveaux (revenus, patrimoine, santé, éducation, culture, habitat). Chômage, inflation, exploitation du Tiers Monde et des exclus (Immigrés, handicapés, vieux, pauvres, minorités). Temps de travail trop long, heures supplémentaires, intérimaires et non-titulaires, rénovations/expulsions... des mots... dites-vous ? Mais des mots qui gênent, qui dérangent, qui deviennent des questions pressantes.

Le système a tous les pouvoirs... Vérité des prix, coûts et avantages sociaux, publicité, mandarins inamovibles, multinationales, justices (parlez-nous de la répression des délits économiques et des lois sur la spéculation, la pollution, la dégradation de l'environnement...). Le système est réducteur et fonctionnel. Cela veut dire que la vie avec ses activités et sa complexité n'est considérée que comme le lieu de la production/consommation. Le travail n'a plus d'intérêt, l'espace n'est plus que spéculatif, la ville est inhumaine et inhabitable, quant à la campagne... ?

Centralisme, bureaucratie, gigantisme (et ce n'est rien de le dire...). C'est le poids des grandes entreprises et oligarchies (et vive la crise pour ces messieurs...) manipulant l'offre et donc notre mode de vie, spéculant, récupérant le maximum de profit aux dépens des producteurs, des ouvriers, des petits entrepreneurs et sous-traitants.

POSONS NOUS UNE QUESTION

Quel est le coût réel d'un produit ? Est-ce que l'on pense à l'utilité véritable, aux besoins exprimés, à l'endroit de la fabrication, à l'énergie dispensée tant au point de vue humain que sur le plan énergie pure au moment où est fabriqué ledit produit ?

Et la dégradation de l'environnement, la pollution, les accidents du travail, les déchets, l'encombrement, le transport, la qualité du produit, sa durée... et on en passe et des meilleures.

Et si l'on parlait des avantages fiscaux et des subventions accordées aux seules grosses entreprises (subventions à la sidérurgie ou aux gros agriculteurs, aide de la CEE aux produits et non aux personnes : si l'on parlait de la fraude fiscale aidée avec la création des «holdings» avec le système des comptabilités enchevêtrées des filiales des multinationales... ?

Gaspillage et importance des intermédiaires... encore un problème... Et la contre-productivité du système... L'accroissement des coûts par la dégradation du patrimoine qu'il faut compenser par des moyens techniques de plus en plus sophistiqués (dépollution de l'eau et de l'air quand cela n'est pas encore irréversible, aménagement du capital «perte de temps ou d'espace», à savoir par exemple les encombrements ou les résidences secondaires vides onze mois sur douze).

Recherche technique de plus en plus «dures», de plus en plus polluantes, échappant à la dimension humaine, créant un nouvel esclavage. Informatique et libertés, nucléaire et Etat policier...

Encore des mots... des mots que prononceront nos enfants en nous regardant d'une drôle de façon...

Bref à l'horizon, rien de très agréable et si le soleil va encore s'y coucher (à l'horizon), on lui souhaite bien du sommeil...

* Paris-Ecologie 78

MARCHAIS VEUT DÉTOURNER DES VOIX DES COLONIES

● Il manquait au PCF, après avoir tenté de récupérer les écologistes, les femmes, les auto-gestionnaires et l'extrême-gauche, de s'en prendre aux bulletins de vote des peuples des colonies. C'est fait, depuis le 17 février. Ce jour-là, Marchais a lancé aux habitants de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, et de La Réunion, un appel qui, commençant par «Il appartient à chacun de vous de se prononcer comme il l'entend», s'achève sur l'évidente nécessité de voter PCF.

Au centre de l'appel, bien sûr, «le changement véritable» : un changement tel qu'il apparaît, comme une aubaine inespérée, une sorte de cadeau que les révisionnistes se proposeraient de faire à ces territoires que l'on appelle les «D.O.M.»

Le raisonnement est simple : en tant que département, votre avenir est, que vous le vouliez ou non, lié au nôtre : nous proposons une politique «sociale avancée» qui «permettrait de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie, de logement, de santé, d'éducation, de sport et de la vie culturelle» ; nous voulons «pousser la démocratie jusqu'au bout» : tout cela, vous, peuples des colonies, vous en profiterez aussi.

Marchais va jusqu'à lire dans les consciences : non seulement, dans sa grande générosité, le PCF a tout prévu pour résoudre les difficultés matérielles qui se posent aux colonies, («la mise en œuvre de la grande politique sociale et démocratique que nous préconisons aura naturellement des effets directs et considérables sur votre pays») mais il va même au devant des désirs inexprimés, peut-être justement pour qu'ils ne s'expriment pas : «Des mesures spécifiques et originales s'imposent pour répondre vraiment aux aspirations de votre peuple. Ces mesures doivent avoir pour fondement le libre exercice de son droit à l'autodétermination, c'est-à-dire de son droit à disposer librement de lui-même.»

«MAINTENIR L'UNITÉ FRANÇAISE»

Intention fort louable. Mais les correctifs qui suivent le sont moins : «Disposer librement de soi-même», pour le PCF, cela signifie «élire une assemblée représentative ayant

pour but l'élaboration d'un statut qui permettra à ces peuples de gérer eux-mêmes leurs propres affaires.» Suit le texte, à peu près intégral, des propositions du PCF, version «actualisée».

A une petite nuance



Manifestation en Guadeloupe pour l'indépendance nationale

près cependant ; car Marchais a gommé de son message un petit morceau : celui où le Programme commun «actualisé» indique que ce statut, l'Assemblée le «discutera avec le gouvernement». Simple détail, qui exclut en fait l'indépendance.

Nulle part, d'ailleurs, le mot tabou n'est prononcé. La formule consacrée, dans le cadre de la République française n'est pas prononcée, mais tout le sous-entend ; et pour cause : le message de Marchais fait référence à l'existence dans les D.O.M. de «partis communistes» : aucun de ces partis ne réclame autre chose que «l'autonomie dans le cadre de la République française», en dépit des nombreuses luttes qui se mènent, notamment en Guadeloupe, où les travailleurs agricoles, les colons partiaires, les travailleurs du bâtiment, qui constituent l'écrasante majorité du peuple, regroupés au sein de l'UGTG, demandent, contre la volonté du parti révisionniste guadeloupéen, l'indépendance.

Mais c'est là un langage que ne peut comprendre

Marchais, qui n'a que mépris pour ces luttes : à l'en croire, c'est seulement par la grâce de la volonté métropolitaine que les peuples des colonies peuvent espérer voir un jour leur condition s'améliorer. Ainsi, le secrétaire général du PCF a le front de déclarer : «Vous n'avez pas oublié, j'en suis sûr, que tout au long d'une longue et parfois douloureuse histoire, les victoires démocratiques du peuple de France ont favorisé les luttes des peuples des D.O.M.» Et de citer sans vergogne 1789 et l'Abbé Grégoire, 1848 et Victor Schoelcher, le Front

1945 ; c'était Charles Tillon membre du PCF, qui était ministre de l'Air lorsque le gouvernement français bombardait le soulèvement populaire de Madagascar en 1947 !

Et Marchais ose s'en réclamer, pour appeler les peuples des D.O.M. à «voter communiste le 12 mars prochain» ! Il s'en réclame pour parler de «progrès social» et de «justice». C'est ce qu'il appelle «porter plus haut et plus loin les rapports traditionnels d'amitié qui nous unissent» !

Marchais a beau jeu de critiquer le Parti socialiste, qui voudrait limiter à une «consultation des élus» le choix d'un statut pour les D.O.M. ; il a beau jeu de dire : «Le Parti socialiste voudrait demander son avis à Debré». La démarche qu'il propose lui-même ne conduit à rien d'autre qu'à l'abandon, par les peuples des colonies, de leur propre destin ; au maintien dans une situation d'assistés, pour autant toutefois que le «gouvernement démocratique» issu des élections le jugera bon.

Affirmer notre solidarité avec les peuples colonisés, ce n'est pas leur demander leurs voix, ni leur proposer une «solution» élaborée de toutes pièces par des partis bourgeois français de droite ou de gauche. C'est avant tout les soutenir dans leurs luttes, pour conquérir leur indépendance, luttes qu'ils mènent d'ores et déjà.

Suzanne VALLÉE

Communiqué groupes femmes région parisienne

Communiqué de la Coordination des groupes femmes de la région parisienne réunies le samedi 25 et le dimanche 26 février.

«Les groupes femmes de la région parisienne manifestent le samedi 4 mars à 15 h, place de la République. Le 11 mars 1978, semaine internationale de la lutte des différents groupes femmes de la région parisienne, quartiers et entreprises, contre toutes les répressions, contre les violences quotidiennes faites aux femmes : oppression sexuelle, oppression sociale, répression politique.

Partout, nous luttons, en Afrique, en Amérique latine, en Europe : pour le droit à l'avortement libre, le droit à l'emploi pour toutes les femmes, contre le viol et les violences quotidiennes sexistes.

Cette année en France, la semaine inter-groupes femmes se situe dans la période électorale.

Aujourd'hui, tous les partis politiques parlent de nous.

Mais pour nous, quel que soit le résultat des élections, c'est sur nos luttes que nous comptons.

Ensemble, nous prenons le courage de poser nos problèmes là où nous les vivons, et où on les taisait.

A la maison, comme au travail, dans la rue, mais aussi dans les partis politiques, les organisations, les syndicats où certaines d'entre nous militent.

Ensemble nous luttons.

Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes.»

Tribunes libres

Bien évidemment, la publication dans nos colonnes de «Tribunes libres» n'implique nullement notre accord avec tout ou partie de ce qui est publié. Ces articles n'engagent que leurs auteurs, et notre point de vue, y compris sur le sujet abordé, s'exprime régulièrement dans les autres colonnes du journal.

Simplet, nous estimons que la publication de ces «Tribunes libres», même si parfois elles expriment un désaccord profond avec les positions de notre parti, doit faciliter le débat, nécessaire, sur les questions de l'heure.

Campagne de Lutte Ouvrière

DES DÉPUTÉS TROTSKYSTES,
POUR CHANGER VRAIMENT ?

On sait que «Lutte ouvrière», qui avait présenté des candidats aux municipales en commun avec d'autres organisations, a décidé cette fois de faire cavalier seul. L.O. expliquait son attitude en critiquant ses compagnons d'hier pour leurs positions trop peu démarquées par rapport à la gauche. L.O. déclarait vouloir insister sur le fait que les élections de changerait rien et que «gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes».

Mais qu'est devenu au fil des mois ce radicalisme verbal ?

L'affirmation que les élections ne résoudre rien s'est effacée dans l'engagement massif de L.O. dans la campagne : des candidats dans toutes les circonscriptions de France, et la prétention à avoir plusieurs députés : «Au Parlement même, face aux mauvais coups qui s'y préparent contre les travailleurs, un député révolutionnaire, même seul, serait là pour se mettre en travers, enrayer la mécanique parlementaire.» (Lutte Ouvrière, du 18/2). C'est décidément se faire bien des illusions sur la possibilité de contrer la politique de la bourgeoisie dans ces lieux de bavardage.

Ce plat électoralisme n'a

d'égal que la faiblesse de l'analyse politique.

LES PETITS CONTRE
LES GROS

Les responsables de la crise, c'est «une dizaine de grandes familles capitalistes (qui) se partagent le pouvoir». Face à cette poignée de monopoles, comme dirait quelqu'un d'autre, qui rassembler ? Pas seulement les ouvriers, les employés, les petits paysans, mais aussi les petits commerçants, et autres artisans. Ce rassemblement des «petites gens» contre les «gros» a des accents quelque peu faussés : sous une république défunte, un certain Poujade s'y était déjà em-

ployé avec, semble-t-il, un succès électoral beaucoup plus important. Mais thème plus nouveau, Lutte Ouvrière s'adresse largement aux femmes : «Les femmes, toutes les femmes, ont des intérêts communs, même celles de la bourgeoisie» affirmait Arlette Laguiller dans un récent meeting. Et de pleurnicher sur les malheurs de Florence d'Harcourt qui se voit opposer Hersant à Neuilly. Il lui sera difficile d'apitoyer les femmes de la classe ouvrière sur le sort de cette grande bourgeoisie. Par contre, les travailleurs immigrés sont curieusement absents des interventions de Lutte Ouvrière (ou évacués en une phrase) : il est vrai que ceux-ci ne votent pas.

UNE GAUCHE
DIFFÉRENTE ?

Faiblesse politique aussi dans l'analyse des partis de gauche : ils auraient les mêmes projets. La querelle

PC-PS s'expliquerait par des rivalités d'ambitions personnelles : vision simpliste et bien peu matérialiste de l'histoire ! Sur-tout, l'absence d'analyse du projet propre du PCF aboutit à négliger totalement le danger particulier que représente pour la classe ouvrière l'arrivée du PCF au gouvernement. D'où la quasi-certitude que LO appellera à voter pour la gauche au second tour. Il est vrai qu'ils prétendent ne prendre position qu'après le premier tour : mais que valent ces précautions quand on sait qu'Arlette Laguiller déclarait début janvier : «Nous souhaitons une victoire électorale de la gauche». Mais peut-être, en rêvant un peu, comptent-ils négocier cet appel à voter à gauche contre un accord qui leur permettrait d'avoir un député ? Dans son acharnement à vouloir aller au Parlement pour y «faire le ménage», LO risque surtout de servir de serpillère aux partis de gauche pour le second tour.

François NOLET

Ouverture
de la campagne officielleLe révérend père,
la chattemitte,
la dame patronnesse
et le prétendant

Quatre premières interventions, lundi soir, donnaient le coup d'envoi de la campagne officielle. Outre les formations parlementaires déjà pourvues de députés, que nous n'avons pas fini de revoir, la «démocratie chrétienne» était la première formation à utiliser les sept minutes concédées aux «autres». Coste Floret, retour de la quatrième République, préchi-préchant : tous les autres sont contre, et nous sommes pour. Nous sommes dans la «majorité», mais nous apportons autre chose. Et d'énumérer : le RPR défend les institutions le PR la prééminence du président de la République, le CDS l'Europe, le parti radical la saine gestion des fonds publiques... eh bien, braves gens, la DC défend tout ça à elle toute seule. Et, par-dessus le marché, valeurs spirituelles, philosophie vraie, bla-bla intégriste et familial de cette chapelle fondée par

un Dassault converti à quatre vingt ans passés.

Chirac vint. Loup déguisé en agneau. D'habitude, il aboie ; cette fois, il se forçait à sourire : ouverture, il faut changer l'image de marque, et il le dit d'ailleurs au journaliste de service qui lui pose la question avec une fausse naïveté : non, le RPR n'a rien d'une droite dure. Au fil des minutes, le masque commence pourtant à tomber : et c'est déjà avec une forte teinte de la crispation habituelle que l'apprenti dictateur finit par lancer que «les gaullistes distanceront la droite au premier tour, pour battre la gauche au second». Bref, la bataille pour le centre est ouverte !

Madame Veil, ensuite, faisait son entrée en politique politique sous une effigie de Giscard. Personnalité la mieux placée dans tous les sondages sur les responsables politiques, elle avait certainement paru aux giscardiens un excellent atout pour leur démarrage. Las, madame le ministre n'a guère l'habitude de ce genre d'exercice. Et puis, quand on vient seulement pour dire que sous Giscard, tout est allé s'améliorant depuis quatre ans, c'est bien difficile de croire à ce qu'on raconte, n'est-ce pas ? Comme un diable sorti d'une boîte, Bassi, de la fantomatique et giscardienne «association pour la démocratie», joue les Monsieur Loyal : dans les prochains jours, l'UDF nous en montrera d'autres du même genre.

Pour finir, Mitterrand, vieux routier. L'art en quelques minutes, de jouer au défenseur des revendications, de remettre Marchais à sa place, d'apparaître comme plus démocrate que tout le monde en demandant qu'on élève le débat. Mais le numéro est connu, usé déjà. Sous l'homme du «changement», le prétendant à la succession fait plus que percer, il s'affirme. Le doigt agité devant la caméra, déjà, donne les leçons de sagesse que le futur premier ministre nous assènera, dans quelques semaines, quand nous avancerons nos exigences de classe.

Sauf Coste-Floret, on va les revoir. Depuis des mois, d'ailleurs, on ne fait que ça, les voir. Alors, tombée la curiosité, comment encore regarderont ces visages qui s'imposent à eux comme une obsession ?

Jean LERMET

Le droit de réunion

Cela fait maintenant plus de dix jours que la section de Thiais du PCF, par lettre en date du 6 février, au maire, demandait la possibilité de tenir une réunion publique avec Charles Fiterman, candidat du PCF aux élections législatives et Fernand Dupuy et Gaston Viers, dans le théâtre municipal. Pendant tout ce temps, aucune réponse, impossibilité de joindre le maire, introuvable en mairie ou toujours absent, tandis que les adjoints ne voulaient prendre aucune responsabilité.

Cette façon de faire de la

municipalité giscardienne tente de masquer un fait bien réel celui-là : les atteintes à la liberté d'expression, à la libre circulation des idées, contre les communistes, leurs élus à Thiais.

Après beaucoup d'insistance, de démarches, les communistes viennent d'obtenir, pour leur réunion publique, le gymnase, Baudouin, rue Louis-Duperray, à défaut du théâtre municipal, chassés de la municipalité giscardienne.

La meilleure riposte, c'est de participer à cette réunion avec votre futur député Charles Fiterman.

Le droit de réunion

Cela fait maintenant plus de dix jours que le collectif populaire contre la répression par lettre en date du 7 janvier au maire, demandait la possibilité de tenir une réunion publique avec des forums et des films, afin d'ouvrir le débat sur la question de la «démocratie» et de la «liberté» que la municipalité pense réaliser par la création d'un commissariat à Vitry. Pendant tout ce temps, aucune réponse, impossibilité de joindre le maire, introuvable en mairie ou toujours absent, tandis que les adjoints ne voulaient prendre aucune responsabilité.

Cette façon de faire de la

municipalité d'U de la gauche tente de masquer un fait bien réel celui-là : les atteintes à la liberté d'expression, à la libre circulation des idées, contre le comité populaire contre la répression.

Après beaucoup d'insistance, de démarches, le comité vient d'obtenir, pour sa réunion publique, la salle Montesquieu, rue de la gare à défaut du Palais des Sports, chassés de la municipalité d'opinion de la gauche.

La meilleure riposte, c'est de participer à cette réunion 4 heures pour lutter contre l'insécurité des travailleurs.

C'est un article du Travailleur, journal du PCF du Val de Marne. Il était adressé à la mairie RPR de Thiais à qui le PCF reprochait de lui refuser une salle. Prenez «RPR, remplacez par «PCF», «Thiais» par «Vitry», et «section PCF de Thiais» par «collectif contre la répression de Vitry» : vous obtenez ce texte dont pas une virgule n'est en contradiction avec la réalité. Le collectif populaire, qui l'a tiré en tract sous cette forme, l'a distribué aux habitants de la ville.

Les 4 heures du collectif
populaire
contre la répressionUne nouvelle avancée dans la riposte
contre le renforcement policier à Vitry

Samedi 29 février 78 à Vitry, le collectif populaire contre la répression appelait à une assemblée-débat. La municipalité PCF ayant refusé une salle centrale, sans prendre la peine de se justifier (voir QDP du 9 février), c'est salle Montesquieu que se sont tenues les 4 heures pour lutter contre l'insécurité des travailleurs. De nombreux panneaux rapportaient le travail des différentes commissions sur la violence et les jeunes, les immigrés, les femmes, sur le rôle de la police aujourd'hui et sur ce que pourrait être une «police démocratique» au service de la gauche.

Une délégation du foyer SONACOTRA d'Ivry en grève des loyers était présente. Un exposé introductif resitua l'historique de la lutte contre la campagne sur l'insécurité menée sur le plan national par la droite avec les journaux parlés et télévisés, et repris localement par la mairie PCF à quelques variantes près à grand renfort de panneaux et de bulletins payés par les contribuables.

Un représentant du syndi-

cat de la magistrature expliqua par la suite comment cette doctrine de la sécurité avait été élaborée par Poniatowski, et pour quelles raisons politiques. Mais il ne fit pas l'unanimité lorsqu'il affirma que tout compte fait, il valait mieux une police organisée localement que des brigades volantes sans contrôle départemental ou régional. Là-dessus, la réponse du collectif fut claire : quelle que soit la forme d'organisation des forces de police, elles répondent toujours aux mêmes intérêts : ceux des patrons et de ceux qui nous gouvernent. Si demain le gouvernement change, que feront les ministres de gauche, si nous entrons en lutte ? Si le PCF, dans les municipalités qu'il contrôle met tant d'insistance à demander le renforcement de la police, c'est parce qu'il n'hésitera pas à s'en servir contre ceux qui n'accepteront pas la politique de l'austérité et de la démocratie conditionnelle.

Démonstration fut faite, une fois de plus, que non seulement le commissariat n'apporterait aucune solution à la violence, mais

que de plus ce serait dangereux pour les travailleurs. Fut rappelé entre autres ce qui vient d'arriver à Ablon, tout près de Villejuif, où un jeune instituteur a vu sa voiture criblée de balles par des policiers en civil, parce qu'il ne s'était pas arrêté. Un travailleur raconta comment, sur sa cité, les locataires s'étaient organisés, seul sans aucune tutelle politique, parce qu'ils en avaient assez des saisies, pour empêcher les huissiers et commissaires de faire leur sale travail.

Le débat, auquel participèrent plus de 70 personnes, a permis de faire le point sur le travail qu'a fait le collectif en un mois d'existence. Il a montré aussi dans quelle direction il fallait continuer à travailler, sur les quartiers, pour souder l'unité des travailleurs, des jeunes, des immigrés, et sur les usines, à partir notamment des sections syndicales. C'est pour mieux préciser ces axes d'intervention que rendez-vous fut donné à la prochaine assemblée générale du collectif, mardi 28 mars à 20 heures, 93 rue Rondenay, à Vitry.

Il y a les bons et les mauvais gauchistes

L'opération laminage de l'extrême gauche continue dans la presse du PCF. Avec la légèreté de l'éléphant, l'*Humanité* publie ce mardi la lettre d'un ancien international de rugby, pêcheur de l'étang de Thau, qui explique avoir voté Dumont aux présidentielles, qui «trouve que les communistes ne vont pas assez loin», mais qui votera au premier tour pour le PCF tout en étant «de cœur avec la Ligue communiste».

Sa lettre se conclut par : «Plus il y aura de voix communistes, plus Mitterrand reviendra à gauche». Rouge criera peut-être à la récupération, mais il faut reconnaître que la position décrite dans la lettre publiée dans l'*Humanité* ne fait que pousser à bout l'argumentation trotskyste.

Mais si le PCF est prêt à faire un peu de racolage dans cette partie de l'extrême-gauche qui le sou-

tient, il n'en est plus de même lorsqu'un journal «gauchiste» se permet de dire quelques vérités : *Libération* avait envoyé un journaliste à une assemblée syndicale des communaux de Saint-Denis à propos du licenciement par la mairie PCF d'un des employés. Il avait été invité par des grévistes. Étaient également venus, selon un tract diffusé par le PCF, des représentants de Chirac et Giscard.

Libération est qualifié de «journal gauchiste hostile aux travailleurs de Saint-Denis». Le tract ajoute : «Ces personnes se sont ingérées de façon inadmissible dans une assemblée syndicale. Ils constituent une sainte alliance qui, au-delà de son apparente diversité, est animée par la volonté d'empêcher le changement» et tutti quanti...

De ces deux langages, l'un a plus d'avenir que l'autre...

Le gros bâton de Bonnet

«Il n'y aura de chaos demain que si l'opposition ou ses courroies de transmission syndicales tentent d'obtenir par une autre voie que celle des élections un pouvoir qui leur aurait échappé. Dans une telle hypothèse, le ministre de l'Intérieur saurait faire respecter la légalité républicaine», déclarait lundi Bonnet, ministre de l'Intérieur qui se voit déjà reconduit dans ses fonctions le 20 mars. L'avertissement est principalement destiné aux travailleurs qui entreraient en lutte une fois les élec-

tions passées pour imposer des revendications que celles-ci n'auraient pas satisfaites. Il est possible qu'on accuse réception de cet avertissement au PCF, dans le cas où ce parti tenterait, par la manipulation du mouvement de masse, de provoquer rapidement de nouvelles élections.

En tout état de cause, les travailleurs verront dans l'arrogante déclaration du ministre de l'Intérieur, une confirmation des dangers que leur réserve l'après-mars.

Manufrance (Saint-Etienne)

LES ELECTIONS SE RAPPROCHENT !

Le tribunal de Commerce de Lyon a convoqué jeudi 23 février les administrateurs de Manufrance, y compris l'adjoint au maire PCF de Romans, récemment coopté (comme

représentant de la Somme). Le maire de Saint-Etienne s'y est rendu également, flanqué du conseiller que le Comité central du PCF lui a attribué (Camy-Perret). Le tribunal

leur a rappelé qu'il fallait rapidement faire état des investisseurs éventuels. La municipalité stéphanoise refusa quand même de s'expliquer tant sur la valse des PDG (Petit, Fontvieille), que des investisseurs (Coop, sociétés d'assurances). Sanguedolce s'est drapé dans le mystère, refusant toute indication «tant que tout n'était pas terminé». Le conseil d'administration se réunit mercredi 1^{er} mars dans un nouveau brouillard : les coucou financiers espérés par la municipalité (mutuelles, organismes de retraite tels que la CNRO, banques et assurances) seront-ils concrétisés ?

En fait l'incertitude est telle que Sanguedolce en appelle à Raymond Barre pour lui demander d'inter-

venir auprès des différents organismes financiers afin que ceux-ci puissent participer à la restructuration du capital de Manufrance». Rien n'est joué encore pour la sauvegarde de l'emploi mais les menaces pèsent de plus en plus lourd. Et pour les travailleurs, où sont les garanties ? Comment lutter, alors que tout se passe dans leur dos, dans le secret ? «Que font les délégués ? Où va la municipalité dans cette affaire ?», telle est l'interrogation pressante des travailleurs de Manufrance. Car pour eux les choses sont toujours claires : assez de manœuvres électorales !

Pas un seul licenciement !

Correspondant
Saint-Etienne

Livre de Paris : la grille de classification aux orties

Il y a 13 jours, les travailleurs et travailleuses du «Livre de Paris» (filiale de Hachette éditant des périodiques et diverses revues comme «Tout l'Univers») rentraient en lutte,

Leur principale revendication : refuser la nouvelle grille de classifications décidée par la direction et qui aurait eu entre autre conséquence une baisse importante de salaire et de qualification pour les futurs employés embauchés sur certains postes (sous-entendu après le licenciement de certains travail-

leurs actuels). Les grévistes viennent de reprendre le travail après 11 jours de grève en obtenant satisfaction sur l'essentiel : un salaire par catégorie, la suspension de l'application de la nouvelle grille de la direction, la suppression des coefficients, l'ouverture d'une négociation dans les deux mois pour établir une nouvelle grille. Le fait que les 130 grévistes au départ aient été rejoints par 170 autres employés n'est pas pour rien dans cette victoire !

Air Liquide : un patron acharné

Plessis Robinson, dans la banlieue Sud de Paris, la direction de l'entreprise Air Liquide a de la suite dans les idées quand il s'agit de licencier un militant syndical. Qu'on en juge : un délégué du personnel, militant CGT, depuis 20 ans dans l'usine, recevait il y a six mois une première lettre de licenciement, pour une prétendue faute professionnelle. Le comité d'établissement puis l'inspecteur du travail refusaient tout à tour cette mesure.

La direction d'Air Liquide n'en tentait pas moins

de muter le délégué du personnel dans son usine de Nanterre, ce qui l'aurait obligé de faire 4 heures de trajet par jour en plus... avec un salaire de 250 F en moins ! Puis dernièrement, elle a de nouveau demandé son licenciement... pour refus de mutation cette fois ! Le comité d'établissement, puis l'inspecteur du travail, sous la pression des travailleurs, ont de nouveau refusé le licenciement. La direction d'Air Liquide tentera-t-elle une nouvelle demande de licenciement ? C'est un combat qui semble perdu d'avance.

Tour Montparnasse : restaurant inter-entreprises (Borel)

Lutte victorieuse contre un licenciement

Un plongeur syndicaliste CFDT, était licencié le 21 février sous un faux prétexte. Ce licenciement intervenait après une semaine d'action des plongeurs qui avaient fait grève une journée et débrayé deux fois. Leurs revendications, étaient les suivantes : augmentation des salaires (actuellement 1 800), les conditions de travail, (en sous-sol, dans la saleté et l'humidité), sans compter les brimades des gérants qui étaient venus retirer de la nourriture de leur plateau de repas. A la suite de ce licenciement arbitraire, près de 40 employés sur 80, plongeurs, caissières,

serveuses, aide-cuisiniers, entrèrent dans le mouvement pour exiger la réintégration de leur camarade alors que d'habitude, les gérants les envoyaient à la plonge pour tenter de briser la lutte de leurs camarades. Les grévistes, décidèrent alors d'expliquer leur lutte aux clients et de les appeler au boycott du restaurant où le service était assuré par les gérants et des intérimaires amenés en hâte !

Cette forte mobilisation a permis d'obtenir la réintégration du travailleur licencié, ainsi qu'une augmentation de 200 F.

Voyage à l'intérieur des sondages (2)

Suite de la page 12

• Formuler une question de façon apparemment claire, mais dont la signification peut être interprétée diversement, en raison même de l'actualité. Un exemple récent : quelques jours après la manifestation de Malville, alors que la «grande presse» titrait sur les «agitateurs allemands», un sondage paraît dans un hebdomadaire sur l'opinion des Français vis-à-vis du nucléaire. On y trouvait cette question : «Si on devait installer une centrale nucléaire dans votre région, vous y opposeriez-vous ?». Implicitement, la question fait référence à la manifestation de Malville et se traduit pour nombre de sondés de la façon suivante : «Seriez-vous prêts à faire comme à Malville, si on construisait une centrale près de chez vous ?».

La majorité des réponses est allée dans le sens prévu, ce qui n'empêche pas que quasiment tous les projets d'implantation de centrales ont rencontré une opposition majoritaire...

• Placer le sondé dans une logique apparemment irréfutable, en traitant en fait le problème posé d'une façon tendancieuse. C'est le cas d'un sondage publié en tribune libre dans *Le Monde*, pour un groupuscule de la majorité, le «carrefour social-démocrate». En première question, il s'agit de choisir entre les deux positions suivantes : «Aucune cause politique ne justifie qu'on emploie la violence» et «pour faire triompher ses idées politiques, il ne faut pas hésiter, dans certains cas, à employer la violence». On

place le sondé devant un problème logique : entre une opinion et son contraire, il faut se déterminer. En fait cette question cumule plusieurs formes de «biais». En octobre 77, date du sondage, le mot violence renvoie évidemment au détournement du Boeing de la Lufthansa, sans y faire cependant la moindre allusion. D'autre part, la formulation même des termes de l'alternative est lourdement dirigée. Le terme «cause politique» n'est pas compris comme intérêt de classe, et peut s'appliquer aussi bien aux intérêts d'une minorité d'exploiteurs qu'à ceux de la masse des travailleurs. Enfin, les verbes «triumpher», «ne pas hésiter» évoquent nécessairement un certain fanatisme. La réponse cherchée par le «carrefour social-démocrate» est tombée comme

dans un référendum chilien : «94 % des gens ne veulent pas de la violence en politique». Il eût été intéressant de commencer le questionnaire par la question suivante : «Pensez-vous que les résistants ont eu raison de faire dérailler les trains des occupants hitlériens ?».

• Préparer le sondé par une série de questions relativement anodines, et sans rapport avec l'actualité, pour «le mettre en situation», et obtenir de lui la réponse souhaitée à la seule question qui intéresse vraiment le commanditaire du sondage. A la publication, ou dans l'utilisation qui sera faite du sondage, on ne parlera évidemment pas des questions préliminaires...

C'est le cas du sondage commandé par *Der Spiegel* à propos de l'extradition de Klaus

Croissant, que nous examinerons ultérieurement.

N'ont été évoquées que les formes de biais les plus courantes, considérées comme «normales» par les instituts de sondage et la presse à sondage. Certaines peuvent être plus subtiles, d'autres plus grossières. Et les instituts qui ont toujours le mot déontologie à la bouche ne sont pas les derniers à les utiliser. Mais il reste que la principale forme de «biais» tient à l'exploitation même du sondage. Car un sondage effectué sur un échantillon correct mesure en général quelque chose : ce qu'il a lui-même introduit. Et, mis à part les sondages électoraux, l'interprétation donnée des résultats est dans la plupart des cas bien différente de ce que mesure effectivement le sondage.

Air-France Fret

UN CADRE DE LA DIRECTION CONDAMNÉ POUR ENTRAVE AUX DROITS SYNDICAUX

● Récemment, la direction d'Air-France était traduite devant le tribunal par un militant syndical CFDT aujourd'hui secrétaire du syndicat pour des faits remontant à l'année 74 : entraves diverses à l'exercice du droit syndical : mutation de ce délégué, opposition à l'attribution d'un local etc. Après avoir été repoussé à deux reprises, le jugement, favorable au militant syndical, vient d'être connu.

Bouvard, le cadre du Fret d'Air France traduit devant le tribunal a été reconnu coupable d'entraves à l'exercice des droits des délégués du personnel et des comités d'établissements pour avoir refusé un local syndical, l'opposition de panneaux syndi-

caux et pour avoir muté un délégué «sans accord de l'intéressé, ni du comité d'établissement et de l'inspection du travail». Bouvard a été condamné à 2 000 f d'amendes et 2 000 f de dommages et intérêts à la partie civile (le délégué). Toutefois le tri-

bunal a refusé de payer des dommages et intérêts aux travailleurs du Fret d'Air France, (ils avaient directement subi un préjudice) somme dont le délégué syndical réclamait le dépôt sur le fond de solidarité du budget annuel.

Il faut souligner que le tribunal a pu plus facilement prendre cette décision du fait que le syndicat Air France de l'époque avait, lui, retiré la plainte qu'il avait déposée parallèlement au militant syndical pour les mêmes motifs d'entrave aux libertés syn-

dicales. Le militant n'étant habilité selon la loi, qu'à représenter lui-même au contraire du syndicat.

Il reste que l'attendu du tribunal contient un point fort positif que les travailleurs n'ont pu arracher que de rares fois, dans les procès contre la répression syndicale : on sait qu'entre autres entraves à l'exercice du droit syndical, Air France, avait en 74, muté le délégué syndical pré-cité. Il prétendra devant le tribunal qu'il ne s'agissait en fait que d'un changement de poste. Le tribunal a été contraint de reconnaître noir sur blanc qu'il s'agissait bien d'une mutation et que celle-ci «était de nature à diminuer la considération dont bénéficiait le délégué» argument qu'avait mis en avant le délégué syndical. Autrement dit cet attendu s'ajoute aux quelques rares autres de même nature en venant les renforcer ; c'est un attendu qui revient à admettre qu'une mutation est aussi grave qu'un licenciement et qu'une telle décision mérité donc toute la procédure préalable qui a lieu en cas de licenciement.

Cela élargit donc quelque peu la protection sans cesse remise en cause d'ailleurs des délégués.

Richard FEUILLET



Sécurité Sociale

MOBILISATION MASSIVE POUR EMPÊCHER LE LICENCIEMENT DE CINQ AUXILIAIRES

● A Lille, samedi, 800 employés de la Sécurité Sociale se sont mis spontanément en grève pour protester contre les conditions de travail qui se dégradent et les menaces qui pèsent sur leur emploi, du fait du développement de l'informatique.

Avec le projet «Octa I», l'informatique se met en place et ceci dans le but essentiel de privatiser, de démanteler la Sécurité Sociale. Ce projet entraînera pour le personnel une déqualification professionnelle, une dégradation des

conditions de travail, l'appel à l'auxiliarat, la non-titularisation et une compression importante de personnel. De plus, la mise en place de l'informatique dans la période actuelle entraîne un surplus de travail pour les employés

car la direction ne veut pas embaucher des jeunes qu'on licencierait massivement par la suite, de peur de voir d'importantes luttes se mener.

La direction de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie fait appel à trois moyens :

● depuis 1976, elle n'embauche des jeunes que pour une période de six mois.

● elle voudrait actuellement imposer des heures supplémentaires au personnel, prétextant qu'*'il y a beaucoup de dossiers en retard parce que les assurés sont malades'* !

● elle soutient la politique du plan Barre en employant des intérimaires payés par la FPA (Formation Professionnelle des Adultes) ou par le gouvernement à 90 % du SMIC ou 410 F par moi pour ceux qui ont moins de 18 ans. Comme ils ne bénéficient pas de convention collective, la direction pourra demain ne pas les garder. Pour ces jeunes, on sait ce que cela veut dire : le chômage sans les 90 % du salaire, le travail en intérim.

800 EMPLOYÉS DANS LA LUTTE

Samedi, en apprenant le licenciement des auxiliaires,

les employés se sont spontanément mis en grève dans un service : *'C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase'*. *'On ne va pas continuer à se laisser marcher sur les pieds'*. Cette grève spontanée d'un service fait boule de neige. Avec l'appui des différentes sections syndicales, une heure après, ce sont 800 personnes sur Lille qui sont en grève. Vers 17 h, 200 employés demandent des comptes au patron qui, avant de les rencontrer, a cru bon de faire appel aux flics. Les travailleurs déterminés et combatifs ont obtenu la réintégration des cinq auxiliaires.

C'est un acquis important pour les employés de la Sécurité Sociale, car les grèves importantes qu'ils avaient menées en 1968 et 1973 n'avaient pas abouti. Cette action de tout le personnel, menée ensemble, et massivement malgré les échéances électorales, montre clairement que, quel que soit le gouvernement en place, les travailleurs de la Sécurité Sociale comptent sur leurs luttes pour conserver leur emploi et améliorer leurs conditions de travail.

Corr. LILLI'

Michelin

Vers la création : d'un comité syndical mondial permanent

Une délégation des syndicats des usines Michelin de France, s'est rendue dernièrement en Italie assister à une réunion organisée par trois cents délégués des six entreprises italiennes du même trust. L'ordre du jour de cette réunion : la discussion des actions à mener en Italie pour obliger la direction du groupe à négocier une convention collective unique pour les six usines. Une première grève d'avertissement d'une journée a été fixée au 13 mars. Un autre point a été abordé : celui de la création pro-

chaine d'un comité syndical permanent composé de représentants de toutes les filiales Michelin de par le monde afin *'d'unir le plus possible les travailleurs de la multinationale et de promouvoir des formes de lutte communes et parallèles'*.

Il y a quelques années déjà, une inter-syndicale, cette fois au niveau européen avait été créée, pour empêcher le transfert dans divers centres, des fabrications de l'usine de Clermont Ferrand, alors en grève.

Succès des meetings de l'UOPDP

A Rennes

Le meeting de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne (UOPDP) à Rennes présidé par J-M Laforêt, candidat à Rennes-Nord, a mobilisé un millier de personnes qui ont affirmé à la fois l'existence d'un nouveau regroupement en Bretagne et que ce nouveau pôle d'organisation répond aux aspirations des ouvriers, des paysans et des couches populaires.

Le caractère de classe était affirmé aussi bien à la tribune que dans la salle, aussi bien dans le contenu des interventions que dans la personnalité de ceux qui les ont prononcées : le candidat de Rennes-Sud, J-G. Le Cam, dénonçait le bague de Citroën ; un paysan retraçait avec force la situation de la paysannerie de la région ; un ouvrier italien, résistant et communiste et un paysan finistérien ont l'un après l'autre appelé à soutenir les dix candidats de Bretagne présentés au cours du meeting, et au-delà, à rejoindre leur combat pour le socialisme.

Alain Castan, membre du Comité d'Initiative National, montrait dans son intervention la perspective ouverte par l'UOPDP, seule alternative aux politiciens bourgeois de droite et de gauche qu'il brocarda avec vigueur avant de développer les perspectives qui permettront au peuple de France de marcher vers le socialisme.

A Lille

Dimanche 26, le premier meeting régional de l'UOPDP a réuni plusieurs centaines de personnes, familles populaires, syndicalistes, ouvriers, travailleurs immigrés.

Dans le hall d'entrée de la salle du conservatoire, des panneaux retraçaient l'activité des comités UOPDP dans la région. La première intervention fut celle d'un postier, candidat dans la 1^{ère} circonscription du Nord face au ministre des PTT, Ségard. C'est ensuite un ouvrier de la Lainière de Roubaix qui démonta, pièce par pièce, la théorie selon laquelle les pays sous-développés seraient responsables de cette crise.

La candidate de l'UOPDP sur Lens rappela l'expérience qu'ont faite les mineurs de la valeur des nationalisations et de la gauche au pouvoir. Une candidate lilloise dénonça la condition des femmes dans la société, les multiples pressions pour les confiner au foyer.

Le dernier candidat qui intervint, un ouvrier de Dunkerque, fut particulièrement écouté lorsqu'il parla de l'activité du comité d'initiative : intervention avec les ouvriers d'Usinor, discussions sur les quartiers, mise au point de revendications spécifiques, prise en main collective des tâches.

Au nom du Comité d'initiative national, Charles Villac analysait ensuite la situation politique et insistait sur la nécessité d'une union large des travailleurs. Devant le chômage, l'austérité, la démagogie et la répression que nous impose la droite depuis une année, devant cette société que veut mettre en place le PCF où le parti et l'Etat confondus péseraient comme une chape de plomb sur le peuple tout entier, c'est un front qu'il faut construire.

Ce front, les premières bases en sont jetées dans la bataille électorale, mais il ne peut se limiter à des perspectives électorales. Il doit être l'expression des revendications des travailleurs refusant les propositions bourgeoises de droite et de gauche, l'aspiration du peuple tout entier à une société socialiste.

Le meeting se termina par un montage de diapositives, présentant de façon vivante l'appel du comité d'initiative national de l'UOPDP. L'Internationale clôturait ce rassemblement de l'UOPDP.

Communiqués de l'UOPDP

PARIS 11^e
Réunion publique : UOPDP - 10^e circonscription, Ecole, 35 rue Godefroy, Cavaignac - Paris 11^e
Mardi 28 février à 19 heures

PARIS 20^e
Réunion publique
UOPDP 20^e - Mardi 28 mars à 20 heures, 16 rue Ribettes

Strasbourg : l'injustice expulsee !

Marouani, travailleur algérien, menacé d'expulsion pour des faits qu'il n'a pas commis ! Le sous-préfet de Wissenbourg, (Alsace) où habite Marouani depuis 69, dépose une demande d'expulsion auprès de la préfecture de Strasbourg, «pour son mépris pour les règlements du pays qui l'accueille» et pour les responsabilités qu'il aurait eues dans une bagarre, après un bal, au début de l'année 1977. Inculpé, le tribunal de Wissenbourg relaxera Marouani ; l'enquête a démontré qu'il n'avait aucune responsabilité dans cette rixe. Mais la préfecture s'entête, et en octobre 77, prend la déci-

sion d'expulsion et l'applique la semaine dernière, malgré un recours de l'avocat de Marouani, devant le tribunal administratif et le conseil d'Etat ! Il est vrai que ce recours ne suspend pas la décision ! Des gendarmes vinrent donc exécuter l'ordre de la préfecture, et emmènent Marouani à l'aéroport de Strasbourg ; le mauvais temps régnant, l'avion qui devait embarquer Marouani, ne peut se poser, celui-ci peut retourner chez lui à Wissenbourg. Mais les flics peuvent revenir à tout moment pour répéter l'opération, et procéder brutalement à l'expulsion de Marouani.

Diarra se présente à la préfecture : il est enlevé sur le champ !

Mohamed Shériff Diarra dit N'Tio se présente à la préfecture de Nice pour renouveler sa carte de séjour le vendredi 3 février 78. Il est enlevé sur le champ, gardé pour ne pas dire séquestré par la police et expulsé le dimanche 5 février 78 sur Bamako.

La préfecture lui fait grief d'une «insuffisance de ressources», or Diarra était en possession d'une prise en charge qui lui a été délivrée par un travailleur malien et homologuée par la mairie de Nice.

En réalité, ce que les autorités préfectorales n'ont pas pardonné à Diarra, c'est le fait qu'il ait été membre du bureau académique de la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) ; c'est le fait qu'il ait manifesté contre la création à Nice du MEECI (Mouvement des Etudiants et Elèves de Côte d'Ivoire),

mouvement à la dévotion d'Houphouët-Boigny.

Les motivations profondes de la mesure apparaissent, on ne peut en douter, politiques.

Cette décision d'expulsion en plus du fait qu'elle est arbitraire, est une négation pure et simple des droits syndicaux et politiques des immigrés en France.

Le soutien à Diarra est d'autant plus nécessaire qu'il se trouve actuellement au Mali (dont personne n'ignore la nature du régime), régime qui par la voix de son directeur des services de sécurité, avait déjà sommé le camarade en 1974 de «se tenir tranquille en France» !

L'Association des Etudiants stagiaires maliens en France appelle au soutien et s'apprete à engager une procédure juridique

Paris 17^e

Un éducateur licencié au Foyer des Epinettes

Dénoncer le racisme, c'est inciter à la violence !

La direction du foyer d'action éducative du 17^e ne lésine pas sur les moyens pour licencier un éducateur dont elle veut se débarrasser. D'abord la lettre de licenciement remise par huissier, puis l'assignation devant le tribunal des référés le 21 février pour interdire l'accès du foyer à l'éducateur licencié qu'elle l'accuse de perturber le foyer en incitant les jeunes à la violence ; ce qui est reproché à cet éducateur c'est son rôle actif au sein d'une équipe qui cherche à replacer les problèmes des adolescents dont elle a la charge dans leur véritable contexte, c'est-à-dire sur le plan économique, social et politique. La direction qui cherche à reprendre en main le foyer dans un sens répressif, reproche particu-

lièrement à l'éducateur de s'être élevé contre les agissements de la police à l'intérieur du foyer, de bafouer l'autorité hiérarchique, d'inciter les jeunes à la violence parce qu'il dénonçait le racisme et les mesures Stoléro !

Ce licenciement est, de l'avis de la CFDT, le premier de la série qui se prépare. Cela fait déjà un moment que la direction cherche à fermer ce foyer et à licencier son personnel. Le directeur a déjà fait venir pour ce faire 25 vigiles avec des chiens. Il s'est adressé à la DDASS et à l'Education surveillée, sans obtenir satisfaction. Il s'adresse maintenant au Conseil d'Administration pour licencier tout le personnel, et se débarrasser des résidents.

L'UD-CFDT de Paris accuse

«LES TOURS VOLEUSES DE SANTÉ»

● Lundi 27 février, l'Union départementale CFDT de Paris, présentait à la presse «Enquête sur des tours au-dessus... de la santé des travailleurs», document sur les conséquences pathologiques du travail dans ces constructions hideuses, produits de la politique grandiose de Pompidou en matière d'urbanisme.

En juin 1976, en pleine canicule, un incident survient à la tour Paris-Lyon (12^e) : panne du système de climatisation. La température monte rapidement au-dessus de 40° dans les bureaux, 70° le long de la paroi ensoleillée, les stores fondent ! Les employés arrêtent le travail, exigent la réparation. Pendant cette action, les langues se délient, on en vient à parler de rumathisme, d'asthme, qui seraient réapparues pour certains travailleurs depuis qu'ils sont

dans ces tours ! La CFDT décide d'enquêter, d'approfondir la question. On peut s'étonner du fait que la CFDT ait choisi pour cette enquête l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT), office gouvernemental pour mettre au point les méthodes de «participation» en matière de conditions de travail ? Toujours est-il que le résultat des 70 questions, (qui reçurent la réponse de 1760 personnes) est édifiant !

— 74 % de la population se plaint de la naissance ou d'augmentation de troubles concernant la vue, depuis leur installation dans ces tours !

— 50 % d'apparition ou aggravation de céphalées (maux de tête)

— 68 % d'affections des voies respiratoires, à la fréquence d'au moins une fois par mois ! (rhumes, angines, sinusites).

— 73 % de troubles cardiovasculaires (palpitations, varices, éclatement de petits vaisseaux).

— 67 % ressentent un dessèchement des muqueuses, 42 % des difficultés à respirer, 31 % des étouffements, 57 % ont une soif persistante. Pour parer ces derniers troubles, se

assiste à une augmentation de la consommation de palliatifs : 28 % des travailleurs interrogés ont augmenté leur consommation de café, 23 % celle de tabac, 19 % celle de médicaments !

La première conclusion de cette enquête est que l'ensemble de ces troubles sont provoqués ou aggravés par un travail prolongé dans un milieu artificiel, (éclairage, air climatisé), ces troubles sont aggravés par le mauvais fonctionnement ou conception de climatiseurs pour soucis de rentabilité de ces installations. Manque d'entretien, filtres non changés, air recyclé et non renouvelé (propagation d'épidémies). Pour faire face à ces attaques contre la santé des travailleurs, l'UD CFDT de Paris a élaboré une plate-forme revendicative pour l'amélioration des conditions de travail des «salariés» travaillant dans les tours, avec notamment création d'un comité d'hygiène et sécurité unique pour tous, regroupant tous les employés quelle que soit leur entreprise.

Mais la confusion entre toutes les couches de «salariés» est entretenue (les cadres ont pourtant de meilleures conditions de travail que les employés) et les perspectives de lutte restent beaucoup trop floues !

Pierre CHATEL



«Actions pour l'emploi en faveur des jeunes»

UNE «BONNE OPÉRATION» QUI PEUT SE PROLONGER

● On commence à mieux voir l'utilisation des mesures prises en juillet 77 par le gouvernement pour «favoriser l'emploi des jeunes» (contrats emploi-formation, exonération des charges sociales patronales, stages pratiques en particulier, en tout 8 mesures nouvelles ou aménagées). Plusieurs milliers de jeunes par département ont commencé entre septembre 77 et janvier 78, «ces stages pratiques en entreprises» industrielles ou agricoles, pour lesquels ils sont payés 410 f (moins de 16 à 18 ans) ou 90 % du SMIC (de 18 à 25 ans).

Les préfets pleins de zèle, ont poussé leurs administrations pour que ces actions soient un franc «succès» : il fallait faire chuter les chiffres du chômage, montrer qu'on s'occupe des jeunes et des problèmes d'emploi, et ramener la cause du chômage, à l'inadaptation de la formation des jeunes au marché du travail.

Ça marche... mais pas forcément pour les stagiaires

Ni pour les employés des ANPE, AFPA (chargés des dossiers et des rémunérations), et autres administrations submergées par de très fréquentes circulaires et directives contradictoires, poussées par les ministères et les préfetures, et faisant face à des contraintes paperassières et administratives démesurées.

Quant aux stagiaires, certains sont payés ; beau-

coup d'autres, 2, 3 ou 4 mois après le début de leur stage, attendent encore qu'on leur envoie leur «paie»...

Comme le gouvernement trouve cela «efficace», on envisageait de prolonger ou de reconduire ces «stages pratiques». Bien que rien ne soit officiel, le commentaire du Ministère du chômage lors de la publication du programme de Blois, les opinions par certains préfets pour qui l'objectif principal est bien de dégonfler les chiffres du chômage, la satisfaction du CNPF devant le «brillant résultat», tout indique que le pouvoir y pense sérieusement. Et cela risque d'être le cas quel que soit le gouvernement issu des élections. Il suffira de sélectionner les maîtres de stage, et sur-

tout les stagiaires. Rappelons que le stagiaire doit «se soumettre au règlement et aux horaires de l'entreprise», sans autre contrainte pour le patron que de respecter le code du travail ; mais il est question de «supprimer l'accès de ces stages : des jeunes qui n'en feraient pas un bon usage». Ainsi, le nombre de chômeurs aura «diminué», le pouvoir pourra faire croire qu'il adapte au «marché du travail». Et, dans les ANPE les jeunes n'auront pas d'autres propositions, s'ils veulent faire quelque chose, que de se retrouver dans ces stages sans perspectives et sans rémunération correcte !

Correspondant.

Violence sur des handicapés

A L'I.M.P. DE SIERCK, LES BONNES SOEURS AIMAIENT BIEN TORTURER

● Si elles n'ont pas agi comme sœur Godfrieda par amour du luxe, des vins fins et de la drogue, les sœurs dominicaines de l'Institut médico-pédagogique Saint Joseph ne sont pas pour autant ce que l'ont appelé exactement «des petites saintes». Les «bonnes sœurs» dirigeant 2 IMP en Moselle, l'un à Sierck les Bains, l'autre à Rettel en Moselle. Dans ces deux établissements pour handicapés les violences physiques, les injures et la cruauté la plus ignoble étaient la loi quotidienne. Une éducatrice qui a enfin osé parler révèle au grand jour les violences faites aux enfants.

Le jeune Marc Heiderich handicapé mental de 14 ans s'enfuit de sa classe le 2 février dernier. Il est rattrapé dans les étages par Sœur Vincent qui lui administre une volée de gifles et de coups de pieds. Marc essaye de se défendre. Il est maîtrisé avec un ceinturon, puis frappé à coups de bâton et de ceinture. On lui maintient la tête dans l'eau froide jusqu'à suffocation, pendant qu'on l'injurie. 15 jours plus tôt le petit Adrien avait été battu au point d'avoir le flanc complètement bleu. Dans le bureau de l'éducatrice chef se trouvait un bâton qui servait à tour de bras, baptisé «la raclette»; l'instrument avec lequel les dominicaines dispensaient les raclées... Les parents du petit vont porter plainte aux gendarmes qui refusent d'enregistrer la plainte mais qui «promettent de faire quelque chose» et ne font rien... «On ne touche pas aux bonnes sœurs à

Sierck!» | Finalement, les parents se décident à écrire au procureur de la République qui ouvre l'enquête. Depuis les témoignages abondent, les langues se délient. D'autres éducatrices racontent l'histoire de ces deux jeunes filles qui voulurent fuguer: elles sont rattrapées par les gendarmes, ramenées chez les sœurs et subissent des violences incroyables. Une «maîtresse» et les sœurs s'acharnent à trois ou quatre sur elles et les font hurler de douleur pendant une demi-heure, les marquant sur tout le corps. Les gifles et les coups étaient monnaie courante, de même qu'il était régulier de tirer les cheveux ou de soulever les enfants par les oreilles...

Le fin du fin de la répression, c'est «le cachot», un placard à balais dans lequel les gosses sont enfermés dans le noir et le froid! La hargne brutale et fasciste était le principe pédagogique essentiel de

cette prison pour enfant: «Il faut les dresser ces petits vauriens, je le tuerais». C'est le genre de réflexion qu'une éducatrice stagiaire entendit, échangée entre trois «institutrices».

«SOEUR VINCENT N'EST PLUS LA»!

Depuis que le scandale a éclaté, Sœur Vincent, accusée par les parents du petit Heiderich, a disparu de l'institution Saint Joseph. Toute l'institution est plongée dans le secret, les relations sont coupées avec l'extérieur, le personnel a reçu la consigne de ne rien dire. Dans une région encore régie par le Concordat, le poids des «sœurs» sur les institutions sociales est énorme. En échange de subventions considérables de la Sécurité Sociale (178 F par jour et par enfant pour le seul «entretien») les bourreaux d'handicapés ont pendant des années perpétré leur terreur fasciste sur des enfants avec la complicité de la police! Le scandale est immense, mais prend encore plus de relief à l'heure où la bourgeoisie brandit partout l'épouvantail de la violence et de l'insécurité, pendant qu'elle couvre sereinement les bavures de ses flics et les brutalités fascistes de l'IMP de Sierck!

● «Laissez les vivre» débouté

● Frank Dupin relaxé pour les 400 avortements et condamné à 3 mois avec sursis

A l'issue de l'audience du 20 février qui s'était tenue hors de la présence de Frank Dupin — circonstance généralement aggravante —, le procureur avait requis une peine de 6 mois de prison avec sursis. Le verdict a été rendu ce soir: trois mois de prison avec sursis pour avoir effectué un avortement sur une mineure, ce qui va avec l'acceptation de la constitution de partie civile de Paule, 1 000

francs d'amende, et 5 ans d'interdiction de sa profession de dentiste. Par contre, la relaxe a été prononcée pour les 400 avortements «clandestins» faits avec le MLAC (une peine de dix ans fermes est prévue pour ce «délit»), et la constitution de partie civile a été refusée.

Un jugement circonstancié, qui reconnaît en quelque sorte la légitimité du combat du MLAC, ne tient pas compte de la loi de 1920 mais frappe relativement sévèrement Frank. Celui-ci, dans une déclara-

tion faite à la sortie du tribunal, estime que «le procès est une victoire, une très grande victoire» en raison de la disproportion entre le verdict et la sanction prévue par le code pénal, par le fait qu'en acceptant la partie civile de Paule, le tribunal n'a pas considéré que son avortement est un délit, et par la non-reconnaissance de «Laissez les vivre».

Frank a ajouté que la lutte du MLAC continuait et qu'une permanence serait ouverte le samedi à 17 h au 51, rue de Gand à Lille.

Manifestation à Lyon

La comparution de 40 médecins devant le tribunal d'Instance de Lyon pour non-paiement de leur cotisation au Conseil de l'Ordre sera accompagnée d'un rassemblement devant le Palais, mardi à 16 h 30.

PMI contre le droit de grève plainte jugée irrecevable

Le syndicat national de la petite et moyenne industrie a été débouté par le tribunal civil de Paris de son action engagée contre l'EDF et

ses syndicats, à la suite de la dernière grève. Il s'agissait d'une attaque directe contre le droit de grève. Le tribunal l'a jugée irrecevable.

République Populaire de Chine

L'ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE S'EST OUVERTE

Les 3 497 délégués de la cinquième assemblée populaire de la République populaire de Chine se sont réunis dimanche 26 dans le palais de l'Assemblée du peuple à Pékin.

Dans la République Populaire de Chine, Etat socialiste, le pouvoir d'Etat appartient au peuple. Les organes par lesquels il exerce le pouvoir sont l'Assemblée populaire nationale et les assemblées populaires locales à tous les échelons.

L'Assemblée populaire nationale est l'organe suprême du pouvoir d'Etat. Ses députés sont élus, à l'issue d'amples consultations démocratiques par les provinces, les régions autonomes, les grandes municipalités et l'Armée populaire de Libération.

L'Assemblée populaire nationale est élue pour cinq ans. Elle cumule le pouvoir législatif et exécutif. Le conseil des Affaires d'Etat est son exécutif.

A la première session de la première Assemblée populaire en 1956, fut approuvée la Constitution de la RPC qui a tracé la voie du socialisme. Au cours de

la deuxième session en 1959, a été lancé l'appel du parti et du président Mao pour que le peuple chinois se mobilise pour le «grand bon en avant». La troisième session de l'Assemblée s'est tenue en 65, à la veille de la Révolution culturelle. Pour la première fois, Chou en Lai lançait l'appel pour faire de la Chine «dans une courte période historique, un Etat socialiste grand et puissant doté d'une agriculture, d'une industrie, d'une défense nationale, de sciences et de techniques modernes».

A la quatrième session, après les deux victoires de la Révolution culturelle contre les lignes de Liou-Chao Chi et de Lin Piao, l'Assemblée déjouait le complot des quatre visant à faire nommer l'un d'eux au gouvernement. Le premier ministre Chou En-lai rappelait solennellement l'objectif des cinq modernisations et lui fixait comme terme la fin de ce siècle.

La première session de la cinquième Assemblée a adopté l'ordre du jour suivant. 1. Présentation du

rapport d'activité par le président Hou Kouo-feng. 2. Modification de la Constitution et présentation du rapport à ce sujet par le vice-président Ye Kien Ying. Par ailleurs, la session examinera le programme du plan décennal (1976-1985) pour le développement de l'économie nationale.

Dimanche, Hou Kouo-feng, premier ministre du conseil des Affaires d'Etat a lu le rapport sur les activités du gouvernement intitulé: «Unissons-nous et luttons pour édifier un puissant Etat socialiste moderne». Ce rapport comprend six parties: 1. la lutte des trois dernières années et les tâches générales pour la période nouvelle. 2. mener jusqu'au bout la lutte pour dénoncer et critiquer la bande des quatre. 3. accélérer l'édification économique socialiste. 4. assurer l'épanouissement de la science, de l'éducation et de la culture socialistes. 5. renforcer l'édification du pouvoir et consolider la grande union des diverses nationalités. 6. la situation internationale et la politique étrangère de la Chine.

DES EXPLICATIONS DEMANDÉES A CARTER

A la suite du raid de l'Égypte à Larnaca, Carter a adressé un message de félicitations à Sadate pour sa «courageuse décision» d'envoyer des commandos égyptiens à Chypre.

Le gouvernement de Chypre a donc demandé des explications aux États-Unis.

Les autorités chypriotes n'écartent pas l'éventualité que Sadate interdise le canal de Suez aux navires chypriotes.

Par ailleurs, la radio égyptienne a annoncé que le Maroc «soutient l'attitude adoptée par l'Égypte au cours et après les derniers événements survenus à Chypre».

DIALOGUE NORD-SUD

Claude Cheysson, commissaire de la CEE chargé du développement, proche du PS, s'inquiète du déclin des investissements des pays «riches» dans

Corne de l'Afrique

Le porte-parole du FLE à Rome a annoncé que les troupes éthiopiennes avaient subi un échec à la fin de la semaine dernière lors d'une tentative de briser l'encercllement de la ville d'Asmara. Il leur a coûté 379 morts et 89 prisonniers. Les forces éthiopiennes ont été stoppées à sept kilomètres de la ville.

L'agence Tass de son côté a rejeté les accusations américaines à l'encontre de la politique soviétique. Sans nier aucun des faits établissant son intervention, le Kremlin affirme que les États-Unis «déforment la politique de l'Union Soviétique concernant les événements de la Corne de l'Afrique». La déclaration affirme que l'URSS ne fait qu'aider le gouvernement éthiopien contre l'agression somalienne et se prononçait pour une fin des combats quand les troupes somaliennes se sont retirées. Elle se garde bien de prendre un quelconque engagement de retirer son corps expéditionnaire, ce qui est le fond du problème.

les pays du Tiers-Monde, particulièrement dans le secteur minier.

Cheysson est allé à Washington parler d'une éventuelle relance du dialogue Nord-Sud et exposer la conception européenne de coopération, avec le Tiers-Monde: elle consiste à «libéraliser» le commerce.

ITALIE

«Dans notre pays, il n'y a en prison personne qui n'ait été jugé coupable de délit... Si quelqu'un est

SUISSE

La Suisse a décidé de limiter fortement les entrées de capitaux étrangers, dont la masse a crû considérablement ces derniers mois, faisant monter le cours du franc suisse.

Ce phénomène lié à la crise du dollar était prolongé par les afflux importants relevés en provenance de France.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication: Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire: 56 942

Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière

Seine Saint-Denis 5^e circonscription

Pavillons, grands ensembles, et autoroutes

La 5^e circonscription de la Seine St Denis avec Romainville, Noisy le Sec, Bondy, Pavillons sous Bois, Villemomble, forme un tissu urbain hétérogène. Dans cette banlieue Nord Est de Paris, les pavillons plus ou moins modestes, sont dominés par les grandes cités du Landeau, à Noisy, de Gagarine et de Marcel Cachin à Romainville et celle de Suzanne Buisson à Bondy. Enserrés par ces blocs, des îlots insalubres comme le centre de Romainville. Les lieux d'habitation sont cernés par les autoroutes et les usines.

QUELQUES TRUSTS ET UNE MULTITUDE DE PETITES ENTREPRISES

Le trust pharmaceutique RousselUclaf à Romainville, la plus grosse entreprise de la circonscription est connu pour les nombreux accidents du travail qui s'y produisent et les bas salaires : beaucoup d'employés ne gagnent que 1 800 F. En plus de cela, c'est un gros pollueur. Leclanché est également à Romainville. A Noisy, Vallourec a une usine où se sont menées d'importantes grèves. Le trust fabrique dans ses 17 usines des tubes pour pipelines, des canalisations de gaz. C'est une affaire qui marche. Mais l'expansion n'empêche pas les licenciements (plus de 300 en 75). Dans cette usine, particulièrement à l'atelier de galvanisation, le bruit est infernal à tel point qu'on a pu observer une perte de 30 % de l'acuité auditive chez certains travailleurs. En janvier de l'année dernière, les ouvriers de Vallourec menaient une longue grève pour exiger : le 13^e mois, 200 F pour tous, et 40 heures.

C'est à Noisy encore que se trouve le CLAL (comptoir Lyon allemand). L'important dépôt SNCF, qui fut un des hauts lieux de la Résistance dans le département, est aujourd'hui menacé de démantèlement. Mais la majorité des travailleurs sont dispersés dans la multitude de petites entreprises (478 pour la seule ville de

Romainville) dont on connaît les mauvaises conditions de travail. Le salaire aux pièces y est encore largement présent. Les PME sont les premières touchées par la crise, les entreprises ont fermé en 2 ans à Romainville. La circonscription compte ainsi plusieurs milliers de chômeurs.

Les fermetures poussent les travailleurs de plus en plus loin de chez eux. Les heures de transport s'allongent, surtout pour ceux qui sont embauchés à Poissy (Simca-Chrysler) ou à Boulogne-Billancourt. Ils ne sont pas rares, ceux qui doivent rentrer à pied des Lilas à Romainville, à 3 h du matin, à cause du travail posté. Ils ne sont pas rares non plus ceux que la rénovation et la spéculation foncière ont chassés des quartiers de Paris, comme le XX^e, et XIII^e, le XIV^e et qui sont venus s'installer dans cette banlieue déshéritée. Car Romainville est une des plus pauvres communes de la Seine Saint Denis, une des plus populaires aussi. Elle compte 51 % d'ouvriers et de personnel de service parmi ses habitants. Alors, les pavillons du coin ne ressemblent pas à ceux du Vésinet, de l'autre côté de Paris !!! Ils sont souvent faits de bric à brac, entretenus avec les moyens du bord.

Tous n'ont pas la chance d'avoir un logement. Le PCF parti des pauvres seulement pour sa publicité, à la mairie exige un «minimum de ressources» pour accorder un HLM. Dans ces conditions, les chômeurs et d'autres personnes se retrouvent à la rue. Ils se retrouveront aux Bas-Pays, au bon voisinage de Roussel Uclaf.

Les Bas-Pays sont isolés du centre ville. Mairie, dispensaire, commerçants sont loin, en haut d'une côte, longue à gravir.

La grisaille, la déprime, on la retrouve aussi du côté de Montreuil. Une communauté de Gitans s'est installée à la limite des 2 communes. A leur égard le PCF étale son racisme sans vergogne.

Gouhier, le maire PCF de Noisy est un



Françoise BERNARDINI
Assistante sociale

Assistante sociale, 34 ans. Cela fait dix ans que Françoise Bernardini travaille dans la banlieue Nord-Est comme assistante sociale.

maniaque des pétitions. Il aimerait bien faire comme les autres, distribuer des secours individuels. Mais sa municipalité est trop pauvre. Alors il écrit aux ministères.

Quant les riverains, se mobilisent contre les nuisances occasionnées par l'autoroute A 3, les élus répondent encore une fois par ce véritable «Sésame ouvre-toi» du PCF : «Faisons une pétition» !!

Dans cette circonscription dominée par le PCF depuis le front populaire et même avant, la classe ouvrière est journellement confrontée à une gestion qui est loin de s'exercer à son profit.

le. A ce titre, d'abord à Aubervilliers puis, aujourd'hui à Romainville, elle est confrontée à la misère quotidienne. Cette misère imposée par le capitalisme aux travailleurs qu'il exploite lui a fait prendre conscience que seules les luttes pouvaient changer la situation. Françoise Bernardini a, pendant deux ans au sein du MLAC, combattu pour la libéralisation de l'avortement et l'émancipation de la femme. C'est dans cette ville qu'elle a vraiment vu le PCF à l'œuvre. Que dire d'un parti qui «ne veut rien savoir», qui ne soutient pas le moins du monde le mouvement, qui serait même prêt à l'étouffer, et qui vote la loi Veil au dernier moment ?

Françoise Bernardini mène aujourd'hui une lutte active contre les accidents du travail et pour l'amélioration de la santé des travailleurs.

Geneviève FAUBERT
Infirmière

Geneviève Faubert, 28 ans, mère de famille. Infirmière à l'hôpital Franco-Musulman. Geneviève Faubert a été engagée avec sa section syndicale un travail en direction des femmes et des Antillais qui constituent la majorité du personnel soignant.

CHASSÉ-CROISÉ PCF-RPR-PS

Au contraire des autres villes de la «ceinture rouge», le député sortant PCF, Roger Gouhier, maire de Noisy n'aura pas la partie facile ici. Aux dernières législatives, il avait été élu de justesse devant le RPR Calmejane, alors député sortant (un élu de 68). Mais celui-ci a perdu la mairie de Villemomble. C'est Jean Paul Maitrias, le candidat PS qui l'a conquis. Maitrias, c'est l'un des deux nouveaux maires socialistes à avoir devancé le PCF en mars 77.

et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

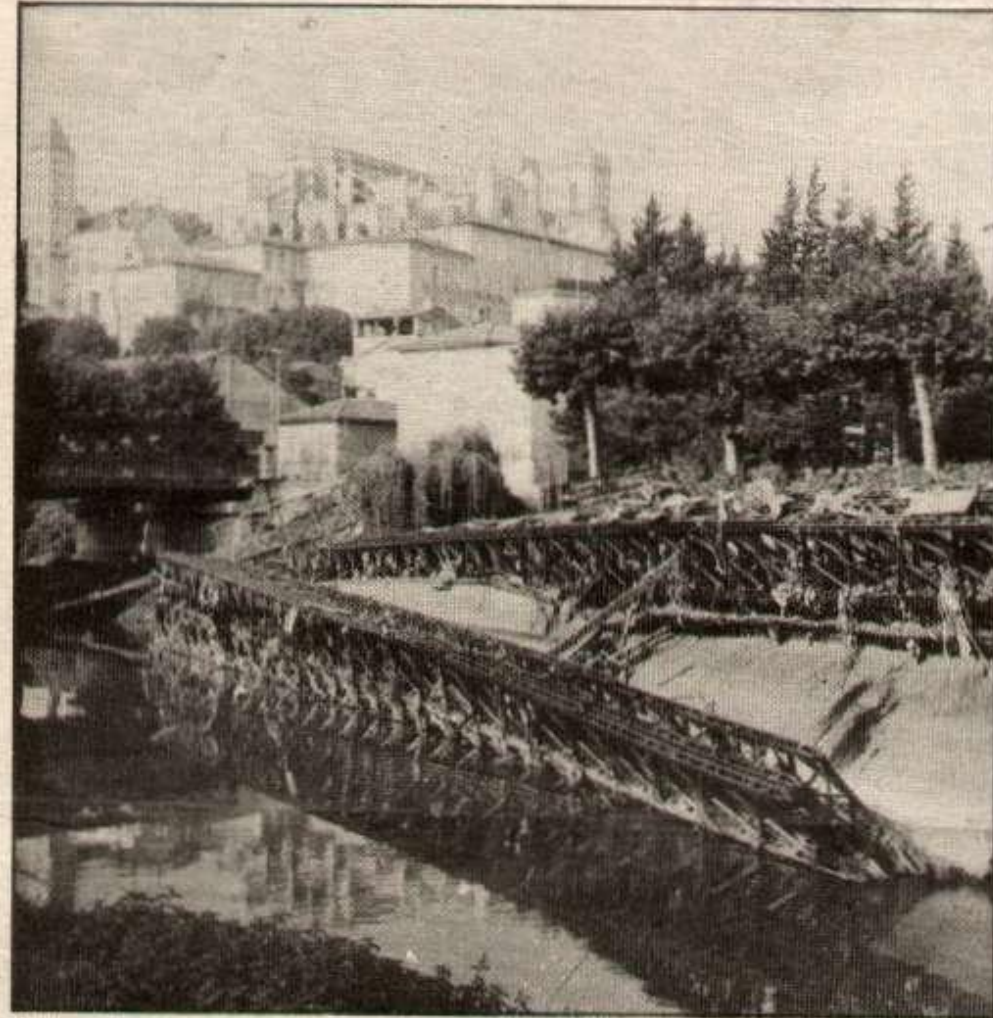
Gers 2^e circonscription

Le Gers n'est pas seulement le pays du foie gras et du rugby

La deuxième circonscription du Gers s'étend sur une région de magnifiques collines en haut desquelles sont perchés de petits villages, vestiges bien conservés des bastides qui, dès le Moyen-Age s'étaient affranchies de la féodalité locale. D'autres

pays du foie gras et du rugby. Mais il n'y pas que cela dans le Gers...

La crise, dans le département fabrique 3 500 chômeurs. Après celle de la tannerie d'Auch, c'est la fermeture des quelques industries qui restent. L'entreprise de cons-



Juillet 77 : lors des inondations dans le Gers ; un des ponts à Auch s'était écroulé brutalement.

grosses communes ont connu une prospérité passée grâce aux marchés agricoles, à une époque où l'organisation de l'agriculture permettait aux paysans de vendre directement le surplus d'une production presque autarcique. La deuxième circonscription du Gers, pour les Gascons, c'est l'Armagnac qui donne son nom à l'eau de vie qui fait la prospérité de quelques maisons de négoce. L'Armagnac, produit par la distillation du vin, constitue le revenu de nombreux paysans qui ressentent durement la crise agricole. Mais la Gascogne évoque d'autres images : le «paysan trapu» assurant et calculant ses pas, qui vous fait bonne figure, vous accueille généreusement mais reste secret pour celui qui ne prend pas le temps de le connaître. C'est aussi le

truction mécanique Bénac, après avoir démantelé son bureau d'études menace de licencier les ouvriers ; à Condom, c'est la Sipro qui fait peser de lourdes menaces sur l'emploi ; à Fleurance, l'entreprise de construction métallique Castel a fait faillite et après son rachat, la reconstruction se fait sur le dos des ouvriers, au mépris des conditions de travail. Le patron prétendait par exemple faire conduire par un ouvrier un pont roulant dont les freins étaient hors d'usage, alors même qu'un accident s'était déjà produit lors d'une précédente panne.

Les conditions de travail les plus dures sont imposées en disant aux ouvriers : «Si tu n'es pas content, dix autres attendent pour prendre ta place.» A cela s'ajoute les salaires au SMIC pour la grande majorité.

MESSEGUÉ : UNE FORTUNE ÉCONOMIQUE PUIS POLITIQUE BASÉE SUR LES PLANTES

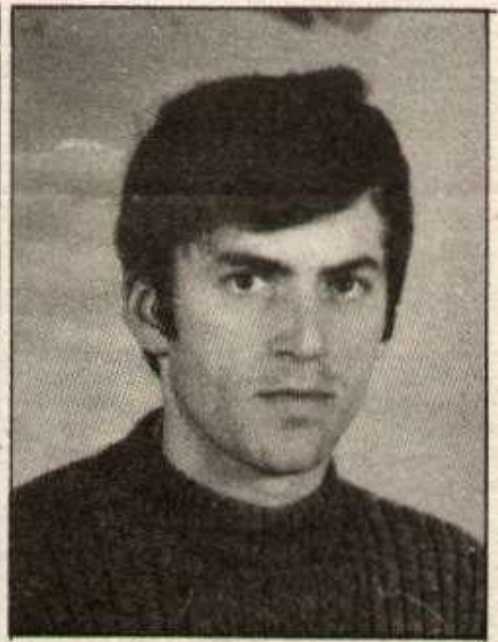
Six candidats s'opposent au candidat de l'UOPDP. A gauche, le PS a délégué un responsable parisien à la propagande, qui s'est constitué depuis quelques années des attaches gersoises car c'est sa deuxième tentative pour prendre le siège à la droite. Face à André Cellard du PS, le PCF présente un adjoint au maire d'Auch, Gérard Lacaze et une prof de philo Mme Rougier-Demange.

Le PSU propose un candidat autogestionnaire maire d'un des villages les plus importants de la circonscription, l'Isle-Jourdain, Michel Ghirardi qui semble regretter que la gauche réformiste n'ait pas proposé de meilleur candidat ! Ce qui lui aurait évité ainsi de se présenter. Bien sûr, il y a dans le Gers l'inévitable candidat de Lutte Ouvrière, qui a été parachuté de Genevilliers, près de Paris. A droite, un petit Marquis, Aymeric De Montesquiou-Fezensac prétend, sous les couleurs de l'UDF, hériter de la circonscription dont son père était député jusqu'à sa mort. Sa tâche sera difficile car un candidat «sans étiquette» mais béni par Chirac et assisté d'un suppléant RPR, veut à tout prix mettre la main sur la circonscription. Battant la campagne au volant de sa Jaguar (la Rolls a peut-être été jugée trop voyante), Mességué, le marchand d'herbes, qui soignent et qui lui permettent de faire fortune, est le champion des promesses électorales.

Déjà maire de Fleurance, Mességué a fait rependre à neuf la ville pour recevoir le tour de France cycliste l'an dernier ; il prétend s'acheter la Gascogne. Se présentant comme le sauveur, il a réussi à attirer quelques entreprises comme Grundig qui emploie une main d'œuvre féminine bon marché et exonérée d'impôts pendant cinq ans. Comme tous les chasseurs de primes à l'installation, une fois épuisés les avantages accordés par la commune d'accueil, l'usine fermera ses portes pour aller s'installer ailleurs.

AUCH : PRINCIPALE INDUSTRIE : LA PAPERASSERIE

Le Gers a perdu 3,4 habitants sur 100 entre 1968 et 1975. Les jeunes sont contraints d'aller chercher du travail ailleurs. Sans compter les femmes qui restent à la maison en véritables chômeuses non déclarées, la barre des 5 % de chômeurs est dépassée. Le Gers, «pays maigre» ! Pas pour tout le monde car en un peu plus de vingt ans, de solides fortunes se sont



Daniel DESBARATS
Ouvrier maçon

Daniel Desbarats a 32 ans. Il est marié et père de deux enfants. Comme ouvrier maçon, il a été plusieurs fois licencié «économique» ; les entreprises dans lesquelles il travaillait ayant mis la clé sous la porte. Il est bien enraciné dans ce pays, qu'il connaît parfaitement.

Bernard PELLEFIGUE

Bernard Pellefigue, 30 ans, un enfant, milite depuis 7 ans en étroite liaison avec les paysans anti-capitalistes. A ce titre, il travaille comme journaliste du Quotidien du Peuple.

constituées. La loi d'orientation agricole de Pisan en 1960-1962 a correspondu à l'arrivée des rapatriés chassés par la lutte victorieuse du peuple algérien.

Les anciens colons et une poignée d'agriculteurs du cru ont profité de la reconstruction de l'agriculture.

Dans le même temps, des centaines de petits paysans étaient chassés de leurs terres, leurs fils et leurs filles mis dans l'impossibilité de reprendre derrière eux des exploitations trop petites pour être rentables suivant les normes capitalistes. Pour les petits paysans qui restent accrochés à leurs terres, c'est la misère, l'obligation de chercher du travail au dehors. A Auch, la principale industrie est la paperasserie ! Dans cette ville administrative, la plus grande entreprise est l'hôpital. Quotidiennement, les 400 travailleurs hospitaliers y sont soumis aux mesures odieuses d'une administration dominée par l'Union de la gauche qui a conquis la municipalité aux dernières élections. Les journées font huit heures sans interruption, même pour prendre un café ; les blâmes, les retenues de salaires tombent pour la moindre vétille, une coiffe oubliée ou quelques paroles échangées dans un couloir pendant le service. La pratique de la délation est encouragée, et pour défendre le personnel rien, sinon F.O. comme syndicat majoritaire et une CGT constituée de petits chefs qui demandent aux directeurs la permission de faire la grève.

Que ce soit les travailleurs dans les petites villes ou les viticulteurs de l'Armagnac, ou paysans sans terre contraints de souscrire des contrats d'intégration avec des firmes agro-alimentaires, tous ont des luttes à mener contre le système qui les exploite. Déjà les premières forces de l'UOPDP se constituent autour de la candidature de Daniel Desbarats, ouvrier du bâtiment au chômage. Le courant ainsi créé doit entraîner les paysans et les ouvriers, pour qui seule la lutte pour le socialisme constitue un espoir de vivre et de travailler au pays.

Hauts de Seine 1^{ère} circonscription

Genevilliers : briser la tutelle du PCF

La première circonscription des Hauts de Seine regroupe les villes de Genevilliers et Villeneuve La Garenne.

Genevilliers, ville ouvrière où sont les usines Chausson, General Motors, Valentine, Carbone, Lorraine-Delachaux, et de nombreuses petites et moyennes entreprises ; où les grands ensembles côtoient les

quartiers-taudis de la vieille ville.

Villeneuve La Garenne, avec ses immeubles de 300 mètres de long, doit être un peu étranglée par deux bretelles d'autoroute.

Depuis le début du siècle, depuis le début d'industrialisation de la presqu'île, près de 50 nationalités sont venues grossir

les rangs de la classe ouvrière, rejoignant les provinciaux chassés par la misère de leur campagne.

Actuellement, 30 % de la population de Genevilliers est immigrée, marocaine surtout, et africaine.

80 % des travailleurs de Chausson sont immigrés, à la General Motors 30 nationalités sont représentées.

«ILS COÛTENT TROP CHERS»

Dès 1973, Lanternier (maire PCF), comme beaucoup de ses amis en banlieue, déclarait qu'il souhaitait ne pas dépasser à Genevilliers le seuil de 12 % d'étrangers dans sa municipalité. Il cherche à diviser en rappelant qu'eux coûtent trop chers parce qu'ils ne paient pas d'impôts locaux (ce qui est faux d'ailleurs : les résidents des foyers Sonacotra paient un impôt local).

Toute la politique de la municipalité est de pousser les travailleurs immigrés à aller habiter ailleurs. (Asnières, Clichy, Paris). Ou alors il tente de les parquer dans des «îlots» : les deux foyers Sonacotra (inaugurés en grande pompe par le maire) et la cité de transit sur le port. D'ici peu, ils envisagent de raser le vieux quartier du Chandon (surtout habité par les immigrés) sans, bien sûr, les reloger.

Le PCF prétend aussi que le trop fort pourcentage d'enfants immigrés dans les écoles empêche de faire «une éducation de qualité».

En mai-juin 75, pendant la grève de Chausson, les travailleurs ont montré leur volonté de prendre leurs affaires en main, de briser la tutelle du PCF, en élisant un comité de grève. Tout au long de la lutte, les ouvriers s'y sont investis, malgré tous les mauvais coups du PCF, à l'intérieur de l'usine ou par l'intermédiaire de la mairie.

En mai 77, pendant la grève à General Motors, des affrontements violents ont lieu, par exemple au secteur des bougies, entre les travailleurs et des membres du PCF.

Qu'attendre de ce parti ? Le SMIC à 2 400 F ? Alors qu'il ne donne même pas aux femmes de ménage employées par la municipalité ?

La démocratie ? Alors qu'un certain Nizard, membre du PCF, qui gère la «caisse des écoles», patron de gauche «de choc» est un spécialiste des mises à pied pour arrivée en retard. Alors que tout le personnel employé par la mairie est soumis à un filage permanent. «Ici, c'est une maison de verre, tout se sait», aiment à dire ces messieurs.

Avec les impôts locaux, ils viennent de construire une maison luxueuse de dix milliards, inaugurée par Marchais en personne. Mieux qu'à Nanterre !

Le député sortant, Waldeck L'Huilier, âgé, ne se représente pas.

Le maire Lanternier, «démissionné» du Comité Central depuis la grève à Chausson est relégué au rôle de gestionnaire.

C'est un certain Bruhnes, professeur peu connu, qui sera candidat dans une ville où le PCF prétend avoir placé 2 000 cartes.

Le PS (candidat : Lafargues), faible sur Genevilliers, s'appuie plutôt sur Villeneuve, où il essaiera d'améliorer son score, en faisant campagne sur «l'autogestion».

A droite le RPR Clérot, sur les thèmes de «démocratie» et «urbanisme», tente de se servir des contradictions entre les travailleurs et le PCF. A Villeneuve, il essaie de s'appuyer sur un important contingent de «rapatriés» d'Afrique du Nord.

Bruhnes est assuré d'avoir un siège, mais son parti est en perte de vitesse sur la ville. On l'a vu aux municipales.



Jean-Louis RABOUTET
Ouvrier

Jean-Louis Raboutet est originaire d'une famille ouvrière de Bordeaux. Il a 31 ans, habite Genevilliers où sa femme est

Daniel PLANTÉ
Ouvrier

Originaire de la Haute Loire, Daniel Planté habite la région parisienne et travaille à Chausson (Asnières) depuis plusieurs années. Il est militant révolutionnaire depuis 1968.



Collines du Gers : un pays essentiellement rural.

Proche-Orient

Les jeux se précisent

● Tandis que Atherton, secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient poursuit sa mission de médiation entre Le Caire et Tel-Aviv en vue d'établir la «déclaration de principe» demandée par Sadate, les autorités israéliennes semblent avoir renoncé à toute nouvelle implantation de colonies sionistes dans le Sinaï.

AU LIBAN

Le lien entre les récents combats entre les forces fascistes et la Syrie, avec le renouvellement du mandat de la F.A.D. (Forces Arabes de Dissuasion) apparaît de plus en plus clairement. Comme on sait le mandat de la Syrie se termine le 28 avril prochain date à laquelle la Ligue arabe doit se réunir au Caire pour réexaminer la question. Le gouvernement libanais a d'ores et déjà entrepris des consultations avec les États arabes pour obtenir que ceci renouvellent le mandat de la Syrie. Fouad Boutros, ministre libanais de la Défense et des Affaires étrangères s'est entretenu jeudi dernier avec les ambassadeurs du Koweït et des Émirats Arabes, tandis que Sélin Al Hoss, premier ministre, recevait l'ambassadeur d'Arabie Saoudite. Ces trois États financent presque entièrement la F.A.D.

L'Arabie Saoudite qui a décidé d'accorder une importante aide financière au Liban pour la reconstruction de l'Armée, va-t-elle ou non accepter le renouvellement du mandat de la Syrie ?

Le ministre syrien de l'Information a déclaré que le contingent syrien de la F.A.D. demeurera au Liban «aussi longtemps que les autorités légales libanaises le demanderont et aussi longtemps que sa mission de maintenir la sécurité et la stabilité dans ce pays sera nécessaire».

La Syrie est assurée que l'actuel gouvernement libanais demandera le main-

tien de son mandat, mais jusqu'à quel point, sa «volonté» pèsera à la réunion de la Ligue ?

Malgré le calme rétabli à Beyrouth, qui a permis aux Syriens de rouvrir la route de Damas, la situation au Liban reste explosive.

ASSAD EST REVENU DE MOSCOU

Cette visite est commentée dans les termes suivants par Tachrine, un quotidien syrien : «Le renforcement des capacités de défense de la Syrie a été le point important des discussions entre les Présidents Assad et Léonid Brejnev. (...) Ce renforcement, poursuit le journal, représentera un réel obstacle à la politique sioniste qui repose sur les menaces d'utilisation de la force (...) il représentera un facteur politique important qui confortera la position des Nations-Unies dans l'établissement d'une paix juste et permanente au Moyen-Orient et mettra en échec tout accord séparé entre l'Égypte et Israël.»

L'HYSTÉRIE ANTI-PALESTINIENNE EN ÉGYPTE

Après le raid égyptien sur Larnaca, le gouvernement de Sadate s'est déchaîné contre les Palestiniens. Le ton n'a cessé de monter et aujourd'hui, c'est directement l'OLP et Arafat qui sont visés. «Arafat est un homme fini» a écrit la presse. Cette campagne contre l'OLP serait le prélude d'une prise de position officielle de l'Égypte contre l'OLP.

Sadate contre l'OLP

Sadate prévoit de supprimer les privilèges dont jouissent les Palestiniens en Égypte, préparant ainsi une remise en cause de la représentativité de l'OLP. Les journaux du Caire s'en prennent violemment à l'OLP, prétendant qu'«Arafat est un homme fini». Al Akhbar menace même d'une rupture encore plus grande du front arabe de la part de l'Égypte en renonçant à tout soutien aux revendications palestiniennes. «Nous demandons à nous laver les mains d'un problème que les Palestiniens eux-mêmes ne veulent pas régler». Cette campagne de presse est un chantage à l'encontre de l'OLP, pour la faire revenir sur son attitude à l'égard de la politique de Sadate, et surtout pour lui faire accepter des plans de règlements bradant les intérêts du peuple palestinien. Sur ce point, la politique égyptienne peut rencontrer des échos même parmi les pays qui n'appuient pas Sadate et constituer un début de remise en cause de l'OLP par d'autres que l'Égypte, — notamment à l'occasion d'une éventuelle reprise de la conférence de Genève —, auxquels elle aurait ouvert la voie.

COMITÉ SPÉCIAL DE L'ONU CONTRE LA PRISE D'OTAGES

Pour le Tiers-Monde, cette caractérisation ne s'applique pas aux mouvements de libération nationale

● Le comité spécial de l'ONU contre la prise d'otages a clos sa deuxième session réunie à Genève depuis le 6 février, sur un constat d'échec. Ce comité créé par l'Assemblée générale de l'ONU à l'initiative de la RFA en 1976 devait élaborer une convention internationale contre la prise d'otages.

Sous prétexte de convention contre les prises d'otage, les États impérialistes occidentaux, ainsi que le social-impérialisme visent en fait les mouvements de libération nationale et le mouvement du Tiers-Monde et cherchent à restreindre leurs droits reconnus par l'ONU grâce à l'action des 77.

D'INÉVITABLES DIVERGENCES

La discussion a eu lieu sur la base d'un projet présenté par la R.F.A. L'intérêt que tous les États présents pouvaient trouver à se garantir contre «le terrorisme» ou même contre une opposition locale d'une part et l'intérêt commun des pays du Tiers-Monde à sauvegarder leur indépendance nationale et les acquis du mouvement du Tiers-Monde d'autre part, ont été à l'origine de prises de positions qui n'ont pas pu trouver un terrain pour établir un consensus. Tandis qu'un pays comme la France a cherché à ménager ses marges de manœuvres et

ses possibilités de négocier les prises d'otages.

SOUVERAINETÉ NATIONALE ET PRISES D'OTAGES

Les trois principaux points de divergence ont porté sur la protection des droits des mouvements de libération nationale, l'extradition et le droit d'asile, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales des États dans les cas de sauvetage des otages.

Les récents événements de Chypre, qui se sont déroulés pendant que le Comité spécial était réuni, n'ont pas manqué de renforcer les pays du Tiers-Monde dans leurs points de vue.

Le délégué de l'Algérie a estimé que le texte présenté par la RFA ne garantit pas les pays de l'utilisation de la force contre la souveraineté et l'intégrité territoriales sous prétexte de sauver des otages.

Le délégué de l'Algérie qui parlait au nom des pays non-alignés a en

outre estimé que toute action contre les auteurs d'une prise d'otage «doit tenir compte des circonstances politiques où l'infraction a été commise».

Le délégué du Vénézuéla a souscrit à cette position, tandis que celui de la Libye est intervenu pour la préciser davantage en distinguant les cas de prises d'otages faits «par des personnes vivant encore sous un régime colonial ou sous une domination raciste ou étrangère. Ces personnes sont des victimes elles-mêmes d'une forme de prise d'otages.»

Le délégué de la Syrie appuyant la Libye a suggéré que le projet de convention soit amendé «afin de prévoir des dispositions qui s'appliqueraient aux personnes en lutte pour leur liberté et le droit à l'autodétermination.»

UNE PROPOSITION DE LA FRANCE

A ce stade des débats, la France a fait une proposition pour inclure dans le projet présenté par la RFA une disposition prévoyant que «la prise d'otages est interdite partout et en toutes circonstances». «Il serait choquant, a déclaré le délégué de la France, qu'une telle prohibition générale de la prise

d'otages ne figure pas dans la Convention. Une telle omission signifierait que le comité fait preuve de timidité et n'assume pas ses responsabilités.»

Ni «l'opinion publique suivant de près les travaux du comité», appelée à la rescousse par le délégué de la France pour influencer les délégués présents, ni le terrain «humaniste» choisi pour porter des attaques contre le Tiers-Monde n'ont pu faire changer de position les pays du Tiers-Monde, laquelle s'exprime bien dans la proposition mexicaine : «Aux fins de la présente commission, l'expression «prise d'otage» ne s'applique pas à un acte ou à des actes insérés par les normes du droit international applicables aux conflits armés, y compris aux conflits dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes, dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit consacré dans la Charte des Nations-Unies et dans la déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations-Unies.»

Sonia SASSOUN

Deuxième anniversaire de la République Arabe Sahraouie Démocratique

NOUVELLES VICTOIRES

Le peuple sahraoui a célébré lundi le deuxième anniversaire de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Des représentants de nombreux pays et de nombreuses organisations sont attendus pour les festivités.

Cet anniversaire a été marqué par de nouvelles victoires du Polisario sur tous les fronts. Après l'attaque du 20 février qui avait fait dérailler le train minéralier, les combattants de l'ALPS ont à nouveau fait dérailler le train près de Nouadhibou. Le convoi roulait à plein charge : une cinquantaine de wagons ont déraillé. Deux soldats mauritaniens au moins ont été tués et quatre blessés.

Sur le front Nord, l'ALPS a intercepté, le 21 février, deux colonnes des troupes d'occupation marocaines au Nord-Est de Aïn Bentili. Huit soldats des troupes d'occupation



ont été tués, une dizaine blessés, quatre véhicules ont été détruits.

A Nouakchott, les premiers éléments d'un bataillon marocain de six cents

hommes viennent d'arriver. Ils doivent fortifier une demi-douzaine de bases sur la voie Nouadhibou-Zouerate pour tenter d'y installer un «système de défense» contre les opéra-

tions militaires de l'ALPS. Ces nouveaux renforts portent à huit mille le nombre des troupes d'Hasan II présentes en Mauritanie, soit presque autant que l'armée mauritanienne.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 28 février

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - La passagère
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Musique en tête, Charles Aznavour
22 h 25 - La croisière des sables
23 h 30 - Journal et fin.

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 05 - Les dossiers de l'écran, La descente infernale, Film américain, de M. Ritchie avec Robert Redford

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Scène de la vie de Province
19 h 55 - Les jeux de vingt heures
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 00 - Rio Conchos, Film américain de G. Douglas
22 h 40 - Journal

Mercredi 1^{er} mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Campagne électorale
20 h 15 - Journal
20 h 45 - L'inspecteur mène l'enquête
22 h 15 - Médicale : Savoir manger
23 h 10 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Campagne électorale
20 h 15 - Journal
20 h 30 - Bastia-léna
22 h 20 - Alain Decaux raconte : La révolte de Pougatchev
23 h 15 - Journal

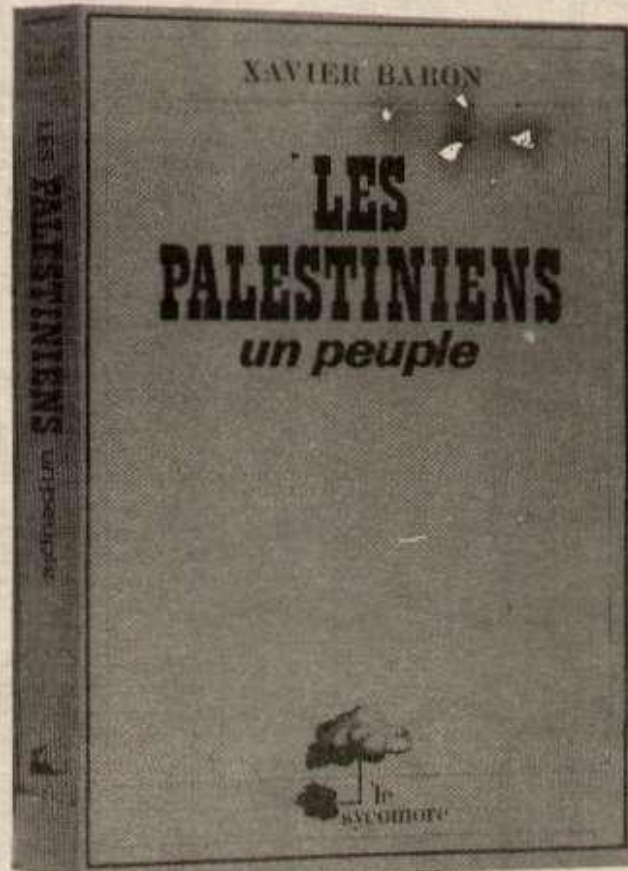
FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Campagne électorale
20 h 10 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Deux hommes dans Manhattan
21 h 50 - Journal
22 h 05 - Ciné regards.

LES PALESTINIENS, UN PEUPLE

Par Xavier BARON

Editions Le Sycomore



L'auteur est un journaliste de l'AFP à Beyrouth. Il était présent dans la région du Proche-Orient lors des événements de Jordanie en 70-71, la guerre d'Octobre de 1973, la guerre du Liban en 75-76. Sa présence dans la région l'amène à étudier de près le problème palestinien, ses répercussions sur le monde arabe et les conséquences de la politique arabe sur la Résistance Palestinienne. Il a réuni une assez riche documentation pour présenter un tableau global de la question palestinienne.

Du point de vue documentation, le livre de Xavier Baron est assez bien fourni. Il réunit des documents, rappelle des faits qu'on ne trouve pas facilement groupés. Il présente plusieurs aspects de la vie et de la lutte du peuple palestinien, mais, sans entrer dans les détails.

Les faits sont rappelés avec précision, mais l'analyse manque souvent.

Sur les mouvements de la Résistance Palestinienne et leurs divergences, par exemple, l'auteur donne une idée sur ce que chacun représente, chacun pense ou agit, mais pour connaître beaucoup plus sur ces mouvements, sur l'analyse qu'ils font de la situation, le livre paraît faible. Ce n'est peut-être pas l'objet de l'étude.

Le livre commence par la présence d'Arafat, dirigeant de l'OLP à l'Assemblée Générale de l'ONU en novembre 74.

Venu représenter son peuple devant la communauté internationale, Arafat expose le problème palestinien et les moyens de le résoudre, c'est-à-dire la création d'une Palestine démocratique et laïque.

Dans les autres chapitres, l'auteur expose le problème palestinien, le début de la Résistance, la création d'Al Assifa qui lancera plusieurs opéra-

tions militaires contre les objectifs sionistes le 31 décembre 1964. Puis ce sont les autres formations palestiniennes, les hommes qui les dirigent, tout cela présenté d'une manière vivante qui nous permet de comprendre concrètement le peuple palestinien et le cadre dans lequel il lutte. Puis c'est la guerre de 67, ses répercussions, les événements de Jordanie, la

guerre d'Octobre, et la guerre du Liban.

Le soutien de la Chine à l'OLP est montré, ainsi que l'attitude de l'Union soviétique, même si ce dernier point n'est pas analysé. Mais il est significatif !

Tout au long de cette histoire, l'attitude de l'OLP est présente : ses décisions lors des Conseils nationaux, des réunions du Comité Central de l'OLP sont mentionnées et brièvement analysées.

Une longue place est accordée à la question de la Conférence de Genève, les débats autour de cette question. Mais l'analyse faible des débats conduit à porter des erreurs d'appréciation.

L'orientation politique de l'auteur, en faveur de la création d'un Etat Palestinien «aux côtés d'Israël», fait qu'il surestime beaucoup toute position de l'OLP qui pourrait aller dans ce sens. D'ailleurs, l'auteur l'exprime lui-même dans son prologue et dans son dernier chapitre, où il voit dans cette «solution» une «coexistence». Et le livre se termine sur une phrase assez mal venue : «... Les Palestiniens libérés de la hantise d'être les éternels sacrifiés seraient sans doute moins méfiants à l'égard des conférences de paix».

Malgré cela, le livre de Xavier Baron est intéressant par la riche documentation qu'il apporte, réunie en un seul volume, ce qui est fait pour la première fois en langue française.

Et l'acier fut trempé

8^e épisode

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Une sédition contre-révolutionnaire vient d'être écrasée. Le comité provincial du Parti se réunit...

Fédor desserra son poing.

— Il y a une issue, camarades, c'est de poser en trois mois une voie étroite qui reliera la gare à la coupe — soit sept verstes — de telle façon qu'elle rejoigne en un mois et demi le début du chantier avec les premières piles de bois coupé. Ça fait une semaine que je m'occupe de ça. Il faudra — la voix de Joukhraï grinça dans sa gorge sèche — 350 ouvriers et 2 ingénieurs. Les komsomols ont découvert des rails et sept locomotives dans un entrepôt, à Pouchtcha-Voditsa. Avant la guerre, on voulait poser une voie étroite de là jusqu'à la ville. Mais il n'y a pas de quoi loger les ouvriers à Boiarka, rien qu'une bâtisse en ruines, une vieille école forestière. Il faudra organiser un roulement pour qu'ils ne séjournent pas plus de deux semaines, c'est le maximum. Dis donc, Akim, si on y envoyait les komsomols ?

Et, sans attendre la réponse, il continua :

— Le Komsomol jettera dans la bagarre tout ce qu'il pourra trouver : en premier lieu, l'organisation de Solomenka et une partie des gars de la ville. C'est une tâche très difficile, mais si on leur explique que ça sauvera la ville et la voie ferrée, ils accepteront.

Incrédule, le chef de la voie secoua la tête.

— Ça m'étonnerait qu'on arrive à quelque chose. Poser sept verstes en terrain nu dans les conditions actuelles : l'automne, les pluies, et bientôt le gel... fit-il d'une voix lasse.

Sans se tourner vers lui, Joukhraï trancha :

— Tu aurais dû mieux surveiller le chantier, André Vassiliévitch. Nous la poserons, cette voie d'accès. On ne va tout de même pas crever de froid les bras croisés.

Les dernières caisses d'outils étaient chargées, le personnel du train en place. Il bruina. Sur la veste de Rita, luisante d'humidité, des gouttes de pluie roulaient comme des perles de verre.

Faisant ses adieux à Tokarev, Rita lui serra fortement la main en disant à mi-voix :

— Bonne chance.

Un regard affectueux jaillit sous la frange des sourcils blancs.

— Oui, on aura du fil à retordre à cause de ces canailles, bougonna le vieux en exprimant tout haut ce qu'il avait sur le cœur. Faites bien attention, vous autres, par ici. Si nous avons des ennuis, n'hésitez pas à intervenir pour activer les choses. Vous savez bien que ces zigotos ne peuvent pas travailler sans bureaucratie. Allons, fillette, c'est l'heure de s'embarquer.

Il boutonna son veston. Au dernier moment,

Rita demanda, comme s'il s'agissait d'un renseignement sans importance.

— Kortchaguine ne part donc pas avec vous ? Je ne l'ai pas vu parmi les gars.

— Il est parti hier soir par la draine avec le directeur technique pour préparer quelque chose avant notre arrivée.

A ce moment débouchèrent sur le quai, se hâtant dans leur direction, Jarki, Doubava et Anne Borhart, une jaquette négligemment jetée sur les épaules, une cigarette éteinte entre ses doigts minces.

Regardant de leur côté, Rita posa une dernière question :

— Et que pensez-vous de Kortchaguine en tant qu'élève ?

Tokarev eut l'air étonné :

— Quel élève, mais il travaille sous ton parrainage, ce petit gars. Il m'a parlé de toi plus d'une fois. Et avec des compliments.

Rita l'écoutait, incrédule :

— Comment ça, camarade Tokarev ? Il n'allait pas le voir, en sortant de mes cours, pour se faire expliquer ce qu'il n'avait pas compris ?

Le vieil ajusteur se mit à rire.

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Ça fait une éternité que je ne l'ai pas vu.

La locomotive siffla. Klavitchek cria de la fenêtre du wagon :

— Camarade Oustinovitch, laisse partir le grand-père, c'est pas des procédés, ça ! Qu'est-ce qu'on fera sans lui ?

Le Tchèque voulut encore ajouter quelque chose, mais se tut en voyant arriver le groupe des trois. Il remarqua une inquiétude dans l'éclat des yeux d'Anne, capta tristement son sourire d'adieu à Doubava et s'écarta brusquement de la fenêtre.

A SUIVRE

Voyage à l'intérieur des sondages (2)

PRÉFÉREZ-VOUS ÊTRE RICHE ET EN BONNE SANTÉ, OU PAUVRE ET MALADE ?

«Préférez-vous être riche et en bonne santé, ou pauvre et malade ?». Caricature de la question dont on connaît par avance la réponse. Les sondages, c'est autre chose... Oui, c'est autre chose, mais ce peut être du même genre, en plus subtil, bien sûr. Un sondage coûte fort cher (une étude relativement complète peut dépasser 50 000 F), et pour ceux qui font du sondage d'opinion un instrument de manipulation politique, il faut prendre quelques précautions. Cela s'appelle biaiser le sondage. Le biais peut provenir d'un échantillon privilégiant telle catégorie de population. Il peut aussi être tout à fait volontaire, par l'élaboration habile d'un questionnaire.

Par Eric BRÉHAT



LEÇON DE «BIAIS» PAR UN SONDAGE «DE GAUCHE»

Février 73. A un mois des législatives, le *Nouvel Observateur* tente de cerner les motivations de l'électeur de gauche, histoire de montrer que c'est bien en Mitterrand qu'il doit placer son espoir.

Tout d'abord, une mise au point, par cette question : «A votre avis, pour changer vraiment les choses en France, parmi les moyens suivants, quel est celui qui vous semble le plus efficace :

- les élections et l'action des partis politiques.
- L'action des syndicats.
- La contestation dans certains milieux (Eglise, Université, petits commerçants, jeunes, etc).
- L'action des groupes gauchistes.

L'ordre dans lequel ces réponses sont proposées est celui que souhaite obtenir le commanditaire de l'enquête. D'un côté, il y a les moyens sérieux, de l'autre la contestation et les «gauchistes». A propos de la contestation, dont le terme même est utilisé pour provoquer une réaction de rejet, il faut admirer l'amalgame entre Eglise, petits commerçants, jeunes... Implicitement, on considère la révolte de la jeunesse comme du même ordre que la contestation dans l'Eglise, ou les manifestations de petits commerçants. Enfin, en plaçant l'action des «groupes

gauchistes» dans cette catégorie (puisque cela vient après la contestation, on y fait inévitablement référence), on renforce certain nombre d'idées : c'est un tout homogène, ils n'ont pas de projet politique, puisque seule compte l'action pour eux, et enfin ce ne sont que des «groupes» et non des formations politiques. Mais surtout l'éventail de choix élimine l'action des masses dans son ampleur et sa diversité, et l'on place les gens devant l'alternative : les partis politiques bourgeois ou «contestation».

Les quelques acquis de 68, ou ceux du Front Populaire, à qui les doit-on si ce n'est à l'action des masses ?

Le résultat attendu est venu : 49 % des personnes interrogées se sont prononcées pour les deux premiers choix.

Autre question significative : «On est de gauche pour différentes raisons. Parmi les raisons suivantes, pourriez-vous dire celle pour laquelle on est surtout de gauche :

- parce que l'on croit à certaines idées ou à certaines valeurs.
- parce qu'on appartient à un milieu social défavorisé.
- parce qu'on est influencé par le milieu où l'on travaille.
- parce qu'on naît dans une famille «de gauche».

— parce qu'on est marqué par un événement précis (Front Populaire, Résistance, mai 68...)

Tout d'abord, les questions qui précèdent ont déjà imposé un point de vue : être de gauche, c'est être pour les partis de l'union de la gauche. Toute autre compréhension du terme est écartée. Cependant, parmi les travailleurs qui votent pour la gauche, beaucoup ont prouvé par leur action (prise de position lors des grèves, occupations...) leur désir d'un changement radical de société. Et lorsqu'on demande pourquoi est-on de gauche, on demande du même coup (sans le dire) pourquoi a-t-on des idées politiques. C'est à ce niveau que le choix de réponses est intéressant : que les opinions politiques puissent avoir un rapport avec la pratique sociale n'est envisagé que sous la forme «on appartient à un milieu social défavorisé» avec tout ce que le mot milieu représente de vague et le mot «défavorisé» de péjoratif ! Conclusion du *Nouvel Observateur* : le «déterminisme sociologique compte moins qu'on ne l'aurait cru... la morale continue à définir la gauche à ses propres yeux». Cette conclusion aurait pu être écrite avant la connaissance des résultats du sondage...

COMMENT BIAISER UN QUESTIONNAIRE

Il est évident que la façon même de formuler une question peut en modifier la réponse. En 65, l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques) a posé une même question, sous deux formes, à deux échantillons similaires. Première forme : «Approuveriez-vous ou désapprouveriez-vous la création de dispensaires spécialisés, où les femmes pourraient être renseignées sur tous les moyens à employer pour éviter une grossesse ?». Deuxième forme : les trois derniers mots sont remplacés par «avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent». La seconde formulation a suscité 12 % de «oui» de plus que la première. Et si la première avait utilisé les mots contraception ou avortement, l'écart aurait été certainement plus grand.

Ce phénomène bien connu des instituts de sondage est appelé le «biais». Pierre Weil écrivait en 74, dans un document destiné aux employés de la SOFRES, dont il était alors directeur

général : «Sans doute convient-il de reconnaître que la formulation des questions exerce une influence certaine sur les réponses des personnes interrogées». Il ajoutait plus loin : «Les questionnaires établis par la SOFRES (...) visent à proposer aux personnes interrogées des alternatives claires, objectives et significatives respectant à la fois la logique du phénomène étudié et le mode de raisonnement de la population consultée». Affirmation qui a fait l'objet de nombreuses polémiques, et qui mérite d'être rapportée à un sondage publié dans le *Nouvel Observateur*, cité ci-contre (un sondage «de gauche»).

Il y a plusieurs façons de «diriger» les réponses de ceux qu'on interroge, tout en se prétendant objectif :

- Présenter dans la question même une opinion comme un fait objectif. Un sondage *Express-SOFRES* publié en septembre 75 débutait par la question suivante :

A l'heure actuelle, lequel de ces phénomènes vous inquiète le plus ? L'escalade de la violence / la pollution de l'environnement / la nouvelle vague de l'érotisme.

«L'escalade de la violence» est présentée comme un «phénomène» incontestable, puisqu'on ne demande pas au sondé s'il pense qu'il y a escalade de la violence ou non. A ce sujet, le responsable des sondages d'opinion d'un hebdomadaire travaillant régulièrement avec l'IFOP reconnaissait en privé : «Il est vrai que la plupart des Français pensent qu'il y a une augmentation de la criminalité. Expliquer la vérité, c'est-à-dire que la grande criminalité a plutôt diminué, n'y change rien. Et si on fait un sondage sur la question, on ne peut tout de même pas commencer les questions par des statistiques sur la criminalité ! Les gens ne le croieraient même pas...»

Dans l'*Express*, il n'était d'ailleurs pas fait mention du pourcentage de personnes n'ayant pas voulu se placer dans un choix, qui, visiblement n'en était pas un.

Suite en page 4

La formulation du questionnaire

Une fois l'échantillon constitué, et adapté au but de l'enquête, le point le plus délicat est celui du questionnaire. Qu'il s'agisse d'une étude de marché, ou d'un sondage d'opinion, il est considéré comme l'un des plus difficiles. Selon les spécialistes, un certain nombre d'étapes devraient être observées. Tout d'abord, faire «une enquête qualitative», consistant à interviewer quelques dizaines de personnes, sur le sujet de l'étude, par une conversation à bâton rompu. La plupart des petits instituts sont d'ailleurs spécialisés dans ce domaine dit «qualitatif», qui demande peu d'enquêteurs et de moyens informatisés. Ensuite, ces conversations sont analysées, et éventuellement complétées par la réunion d'une table ronde de spécialistes du sujet étudié. Un premier questionnaire sort de cette étude. Il est testé sur un échantillon de taille limitée, mais significatif. Après analyse de ce test (où le pourcentage de non-réponses est un élément important), le questionnaire définitif est élaboré.

Cette procédure est rarement respectée. Il y a quelques années, certains clients puissants pouvaient se permettre d'imposer leur questionnaire aux grands instituts (IFOP-SOFRES). On peut penser qu'il en est toujours ainsi pour les sondages non destinés à être connus du public, comme celui qui avait été effectué par l'IFOP pour le R.I. Arreckx menacé par la montée du jeune loup de l'UDR, Simon Llorrière. Le sondé devait donner son opinion sur des affirmations du genre : «M. Simon Llorrière est trop ambitieux : après Ste-Maxime, il lui faut Toulon» ou «M. Arreckx est un brave homme, que les Toulonnais ne connaissent pas suffisamment».

Aujourd'hui, les grands instituts, inquiets par la prolifération des petits, veulent «moraliser» la profession et établir une déontologie dans laquelle il serait dit que le client ne peut élaborer son questionnaire seul. Pour les sondages destinés à être publiés, bien sûr.

Demain : QUAND LES INSTITUTS SE CAMOUFLENT et «La journée d'un sondeur»